

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE SAHRAOUIE AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«LE MAROC JOUE LA NÉGATION SYSTÉMATIQUE»

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8356 MARDI 2 DÉCEMBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

CHANTIERS AADL 3

Les premiers coups de pioche

Page 24

SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

L'HEURE DES SOLUTIONS AFRICAINES



Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a relevé, hier, l'importance de renforcer l'engagement africain à trouver des solutions continentales aux défis sécuritaires et politiques, et ce à l'occasion de l'ouverture de la 12e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, connu sous le nom de Processus d'Oran. Page 3

REVALORISATION DU SNMG ET DES ALLOCATIONS

L'appui des partis

Page 3

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRIE - BIÉLORUSSIE

Un nouveau cap

Page 4

SIDA EN ALGÉRIE

Vers zéro contamination

Page 6

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

MOHAMED YESLEM BEISSAT, MINISTRE SAHRAOUI DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Le Maroc joue la négation systématique»

À l'occasion de la session ministérielle du Congrès international sur la criminalisation du colonialisme, organisé à Alger, le ministre sahraoui des Affaires étrangères et des Affaires africaines, Mohamed Yeslem Beissat, est revenu sur les enjeux d'une démarche œuvrant à reconnaître le colonialisme comme un ensemble d'actes gravement préjudiciables aux peuples relevant des crimes contre l'humanité. Dans cet entretien accordé au *Jeune Indépendant*, il évoque les mécanismes de domination toujours à l'œuvre au XXIe siècle et rappelle que le Sahara occidental demeure un territoire dont le peuple revendique pleinement ses droits et où la justice internationale doit garantir l'autodétermination et le respect de ses droits légitimes.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SIHEM BOUNABI

LE JEUNE INDÉPENDANT : ***Vous avez consacré une partie de votre intervention à expliquer pourquoi le colonialisme devait être reconnu comme un crime contre l'humanité. Pourquoi cette qualification est-elle indispensable aujourd'hui ?***

Mohamed Yeslem Beissat : J'ai voulu rappeler une vérité essentielle : le colonialisme n'est pas un phénomène du passé. Il ne s'agit pas seulement de pages anciennes de l'Histoire mondiale. Le colonialisme est une pratique, une mentalité, une méthode de domination toujours active dans le monde contemporain. Il continue de produire des victimes, de détruire des identités, de confisquer des souverainetés et de piller des richesses. C'est précisément pour cela qu'il doit être défini clairement comme un crime contre l'humanité. Sa qualification en tant que crime contre l'humanité constitue une nécessité à la fois morale, juridique et politique, bien au-delà du symbole. Reconnaître le colonialisme comme crime permet d'abord de désigner les responsables. Les puissances qui se sont livrées à ces pratiques doivent être identifiées, mais plus encore, celles qui continuent à les perpétuer doivent être contraintes d'y mettre fin. J'ai aussi souligné l'importance de la question de la réparation morale due aux victimes. Une réparation n'est pas une faveur, c'est un droit

Il ne s'agit pas seulement des conquêtes européennes d'hier, mais d'une pratique systématique de contrôle, de domination et d'exploitation des peuples. Cela englobe le pillage des ressources naturelles, la répression politique, la marginalisation culturelle et le déni du droit fondamental à l'autodétermination.

Cette reconnaissance juridique crée un cadre de responsabilité et de réparation. Plus encore, elle devient un outil de prévention. Des peuples subissent encore aujourd'hui ces mêmes mécanismes d'exploitation économique, de contrôle politique et d'influence étrangère. Si nous minimisons le colonialisme ou si nous l'acceptons comme un sujet «du passé», alors nous ouvrons la porte à une nouvelle vague coloniale. Certains comportements actuels dans le monde montrent que les mécanismes coloniaux n'ont jamais disparu. Ils se réactivent lorsque l'impunité perdure. C'est pour cela que la qualification de crime contre l'humanité est indispensable aujourd'hui. Sans action résolue, nous risquons de voir se perpétuer sous de nouvelles formes ce que nous pensions révolu.

Selon vous, comment le colonialisme se manifeste-t-il encore au XXIe siècle, et en quoi constitue-t-il une menace pour l'Afrique ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dix-sept territoires non autonomes demeurent recensés par les Nations unies. Au XXIe siècle, ce constat reste alarmant. Il témoigne que la lutte pour la souveraineté des peuples n'est pas achevée.

Sur le Continent africain, un seul territoire figure sur cette liste : le Sahara occidental. Dernière colonie d'Afrique. Dans les Caraïbes, une vingtaine de territoires demeurent sous tutelle de puissances comme la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas. Loin d'être des vestiges historiques, ces situations illustrent les formes contemporaines du colonialisme : dépendance économique, manipulation politique, contrôle indirect des institutions. Pour l'Afrique, la menace est directe. Ces pratiques entravent le développement, limitent l'exercice des droits fondamentaux et perpétuent les inégalités héritées de la période coloniale. Notre vigilance doit être constante, notre dénonciation ferme, et notre unité continentale renforcée.



Mohamed Yeslem Beissat.

Le Sahara occidental demeure la dernière colonie d'Afrique. Comment expliquez-vous cette situation alors que la décolonisation est engagée depuis des décennies ?

Ce que pratique le Maroc au Sahara occidental relève du colonialisme. Une occupation illégale doublée de violations systématiques qui correspondent exactement à la définition internationale du crime colonial. Inscrit depuis des décennies sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU, le Sahara occidental symbolise l'inachèvement de la décolonisation africaine. Malgré tous les efforts déployés pour libérer le continent, ce territoire subit une occupation qui viole frontalement le droit international et les résolutions onusiennes. Le Maroc procède par négation systématique : négation de l'existence du peuple sahraoui, de son identité, de son droit à l'autodétermination, jusqu'à la légitimité même de sa représentation. Cette stratégie du déni constitue en soi une violation grave. Elle s'accompagne d'un pillage organisé des ressources naturelles : celui du phosphate, des ressources marines, des minerais... Des richesses exploitées pour financer l'occupation elle-même à l'encontre du droit international.

Il ne s'agit pas d'un simple différend territorial. Nous sommes face à une violation persistante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est la preuve que le colonialisme peut se maintenir même face aux normes internationales, et que la lutte pour la décolonisation demeure un enjeu de crédibilité pour l'ensemble du système international.

Comment qualifiez-vous les pratiques de l'occupation marocaine documentées par de nombreuses organisations internationales ?

Ces pratiques constituent des violations graves et systématiques du droit international. Ce sont une appropriation illégale des ressources naturelles, une répression politique et sociale, un déni de représentation légitime, une négation de l'identité sahraouie. Bien au-delà de simples abus administratifs, il s'agit de crimes codifiés par le droit international.

La communauté internationale doit saisir la portée de ces actes. Ils représentent un obstacle majeur à la paix, au développement et au respect des droits humains dans la région.

Je tiens à souligner un principe fondamental : ces crimes sont imprescriptibles. Le jour viendra où le Maroc devra répondre de l'intégralité de ses actes devant le droit international. L'impunité n'est pas éternelle.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis de cette Conférence internationale sur la criminalisation du colonialisme ?

Tout d'abord, je tiens à exprimer notre profonde gratitude envers l'Algérie pour l'organisation de cette rencontre. Son rôle est essentiel dans la sensibilisation des peuples, l'éducation des gouvernements et la mobilisation de l'opinion publique. L'Algérie montre, par ce geste, un engagement concret pour soutenir le peuple sahraoui et tous ceux qui luttent pour la justice et la souveraineté. Cette conférence est aussi une étape importante pour corriger les injustices historiques et contemporaines, et pour affirmer que le colonialisme n'a pas sa place au XXIe siècle.

Nous espérons qu'elle permettra de définir des mesures concrètes pour lutter contre les pratiques coloniales encore observées et pour imposer un cadre légal et diplomatique efficace afin de contraindre les puissances coloniales à rendre des comptes.

Nous attendons également que la conférence renforce l'unité africaine, qu'elle mette en place des mécanismes fiables pour protéger les droits des peuples à l'autodétermination et qu'elle contribue à consolider les efforts internationaux en matière de justice et de réparation historique.

Le temps des ambiguïtés est révolu. Le monde doit affirmer clairement que le colonialisme n'a plus de place au XXIe siècle. Cette conférence représente une étape essentielle vers cette reconnaissance. Elle offre une plate-forme unique pour documenter la persistance du colonialisme et définir des mesures concrètes de lutte. Nous attendons l'émergence d'un cadre légal et diplomatique contraignant, capable d'obliger les puissances coloniales à rendre des comptes.

Au-delà, nous espérons un renforcement de l'unité africaine, la mise en place de mécanismes robustes de protection du droit à l'autodétermination, et une consolidation des efforts internationaux pour la justice et la réparation historique. Pour le Sahara occidental, nous attendons des mesures concrètes destinées à mettre fin aux pratiques coloniales marocaines. Le peuple sahraoui a droit à la justice, à la liberté et à la dignité.

S. B.

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Appel à l'action et à l'unité continentale

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a relevé, hier, l'importance de renforcer l'engagement africain à trouver des solutions continentales aux défis sécuritaires et politiques, et ce à l'occasion de l'ouverture de la 12e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, connue sous le nom de Processus d'Oran.

M. Attaf a affirmé que « cette édition est l'occasion de renouveler notre engagement à redoubler d'efforts pour élaborer des solutions africaines aux maux africains, à plaider d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité et à mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans les instances décisionnelles internationales ». Il a ajouté que « nous avons œuvré aux côtés de nos frères de la République de Somalie et de la République de Sierra Leone pour former un bloc homogène au Conseil de sécurité ». Précisant que « ce bloc ne défend pas des positions nationales, mais la voix collective de l'Afrique sur toutes les questions de paix et de sécurité », il a également assuré que l'action de l'Algérie s'inscrit dans une démarche collective visant à défendre les priorités du Continent africain.

Le chef de la diplomatie a, en outre, souligné l'importance historique du Processus d'Oran. « Douze ans après sa première édition à Alger, nous revenons pour évaluer les avancées accomplies et constater que l'Afrique parle désormais d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité », a-t-il précisé. Ahmed Attaf a également mis en avant le rôle de l'Algérie en tant que pays hôte du Processus et en tant que membre actif du Conseil de sécurité des Nations unies et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. « Nous espérons avoir été à la hauteur des responsabilités qui nous incombent envers notre continent et nos frères africains », a-t-il affirmé, transmettant son expérience aux prochains membres africains du Conseil, la République démocratique du Congo et le Libéria. Le ministre a ensuite dressé un constat préoccupant sur le contexte international actuel. « Ce n'est ni une exagération ni un excès de langage de dire que la conjoncture internationale actuelle est profondément instable, marquée par la polarisation, les divisions et les conflits », a-t-il averti. Il a rappelé les défis auxquels l'Afrique doit faire face, en particulier le recul de l'attention internationale sur les questions de paix et de sécurité sur le continent. « La guerre au Soudan approche de sa troisième année et génère la plus grave crise humanitaire au monde », a-t-il rappelé, ajoutant que la Libye reste un « dossier oublié » malgré quatorze années de crises et d'ingérences extérieures. Ahmed Attaf a également évoqué la situation du Sahara occidental, soulignant le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination conformément à la légalité internationale. Selon M. Attaf, « le recul du rôle diplomatique continental et la rareté des initiatives africaines pour résoudre les conflits ont ouvert un large espace aux interventions extérieures », compliquant la résolution durable des crises. Pour le ministre, l'Afrique doit réinvestir sa tradition diplomatique, fondée sur la médiation proactive, le dialogue constructif et la présence active sur le terrain.



L'Algérie boussole du continent.

Le chef de la diplomatie a conclu son intervention sur un appel à l'unité et à la mobilisation collective, déclarant que « les forces qui nous unissent sont intrinsèques et plus fortes que les influences superposées qui cherchent à nous diviser », citant Kwame Nkrumah. Il a également exhorté à renouveler l'engagement de l'Afrique pour élaborer des solutions africaines aux problèmes africains et défendre ses intérêts sur la scène internationale.

L'importance de l'unité africaine a été renforcée par les interventions des autres responsables africains. Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine, a salué le rôle pivot de l'Algérie dans la diplomatie continentale et le travail des A3+, ces trois pays africains au Conseil de sécurité. Soutenant qu'« ils sont un véritable trait d'union pour défendre les positions africaines au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, il a toutefois mis en garde contre la recrudescence du terrorisme, allant du Sahel à la Corne de l'Afrique, et contre les ingérences extérieures. « Les solutions aux crises africaines doivent rester africaines », a-t-il insisté, ajoutant que le Conseil de sécurité a renforcé ses mécanismes de prévention et consolidé les institutions régionales pour faire face aux menaces transnationales.

De son côté, Kassou Adja Léon Adam, président du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, a alerté sur la multiplicité des menaces pesant sur le continent. Il a ainsi souligné que « nous devons veiller à ce que les positions africaines communes, en particulier celles qui concernent la paix, la sécurité et la stabilité, soient formulées clairement et défendues efficacement au sein du Conseil de sécurité des Nations unies ». Le ministre ivoirien a également mis en avant l'importance de renforcer l'efficacité du CPS et de consolider la coordination entre les A3+ afin de garantir une influence maximale de l'Afrique dans les décisions internationales.

Sihem Bounabi

HAUSSE DU SNMG ET REVALORISATION DES ALLOCATIONS

Des mesures saluées par les partis politiques

LES DÉCISIONS annoncées, avant-hier, par le Conseil des ministres, visant à augmenter le salaire national minimum garanti (SNMG) de 20 % et à renforcer l'allocation chômage, ont été saluées par plusieurs formations politiques. Ces mesures sont perçues comme un soutien direct au pouvoir d'achat des travailleurs, des retraités et des jeunes sans emploi, tout en soulignant l'engagement du Président Tebboune à placer l'amélioration du quotidien des Algériens au cœur de ses priorités.

Le Parti des travailleurs (PT) a accueilli « avec une grande satisfaction » les décisions du gouvernement qui, à ses yeux, impactent « directement le pouvoir d'achat des travailleurs, des retraités et de leurs familles ainsi que les jeunes sans emplois ». Le parti a, à cet égard, rappelé hier, dans un communiqué, que ces mesures avaient déjà été annoncées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de sa rencontre, mardi dernier, avec la secrétaire générale du PT, Louisa Hanoune.

Le Parti des travailleurs estime que l'augmentation de 20 % du SNMG « peut améliorer les conditions de vie de millions de travailleurs et de leurs familles » et qu'elle permettra une hausse salariale dont bénéficiaient, ces dernières années, les seuls fonctionnaires. En outre, la formation politique se félicite également de l'engagement du gouvernement à examiner la revalorisation des pensions et allocations de retraite.

Le PT pense, par ailleurs, que le pouvoir d'achat ne peut se limiter aux salaires et appelle à des actions complémentaires : « Il faut contrôler les prix en les plafonnant d'une part, et en régulant le marché, d'autre part. Il faut également tenir compte du taux d'inflation qui annule souvent les effets positifs des augmentations de salaires et de pensions ». Dans le même registre, la formation trotskiste a fait savoir qu'il est important d'adopter, en complément, un mécanisme d'échelle mobile des salaires (indexation automatique des salaires) et même des pensions, en vue de préserver réellement le pouvoir d'achat des Algériens.

Pour ce qui est de l'allocation chômage, le PT a noté que la prolongation de sa durée et son augmentation constituent un « nouvel acquis pour les jeunes chômeurs ». Dans le même contexte, le parti a déclaré que cette allocation « n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'apporter un soutien social aux jeunes sans emploi et un moyen de recenser, avec précision, le nombre de chômeurs », a précisé le PT. Aux yeux de la formation trotskiste, « l'Agence nationale pour l'emploi [ANEM] a la responsabilité d'offrir des opportunités d'emploi réels et durables, en adéquation avec les diplômes et les qualifications des jeunes chômeurs, afin d'éviter qu'ils ne retombent dans le chômage après l'arrêt de versement des allocations chômage, [grâce à] […] un fichier national actualisé ».

De son côté, le Front de libération nationale a aussi accueilli ces mesures engagées avec « grand plaisir ». Le FLN se félicite, donc, de l'augmentation du SNMG et des pensions, ainsi que de la revalorisation de l'allocation chômage, affirmant que ces décisions traduisent « concrètement la volonté sincère du Président Tebboune, qui a placé l'amélioration du pouvoir d'achat au sommet de ses priorités », est-il noté un communiqué du parti.

Dans cette perspective, le parti « réaffirme son soutien total et indéfectible au Président, et à ses efforts visant à assurer le progrès, le développement et la prospérité de notre chère Algérie », a conclu le communiqué du FLN.

Le Rassemblement national démocratique a exprimé « sa satisfaction » quant aux décisions annoncées. Ledit parti a dit, dans un communiqué rendu public hier, que la revalorisation du salaire minimum s'inscrit dans « la continuité des mesures précédentes décidées par le président de la République en 2020 », traduisant ainsi « un processus progressif et réfléchi visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens ».

Le RND a également déclaré que la révision de l'allocation chômage reflète, selon lui, la volonté de l'Etat d'« accompagner la jeunesse et de la soutenir sur les plans social et économique ».

Khalil Aouir

RÉUNION DU GROUPE A 3+ À ALGER

Echanges entre membres sortants et entrants

À L'INITIATIVE de l'Algérie, actuelle coordinatrice du groupe A3+, une réunion consultative s'est tenue hier à Alger entre les membres sortants et les nouveaux élus du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Parmi les nouveaux membres figurent la République démocratique du Congo, le Libéria, le Bahreïn, la Colombie et la Lettonie, a précisé le ministère des Affaires étrangères. Il s'agit d'échanger sur les méthodes de coopération, partager les expériences et consolider le rôle de l'A3+ comme voix collective de l'Afrique.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la 12e édition du séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, le « Parcours Oran », qui se tient chaque année à Alger. Le pays hôte entend ainsi transmettre ses acquis diplomatiques et renforcer l'influence africaine au sein des instances internationales.

M. B.



ABONNÉS DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE

L'ARPCE lance un nouveau service

L'AUTORITÉ de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) annonce le lancement d'un nouveau service au profit de la clientèle de la téléphonie mobile des trois opérateurs. Ce service, dénommé «Arkami DZ» permet aux abonnés de connaître le nombre de puces enregistrées en leur nom, a indiqué un communiqué de l'ARPCE. Ce service, lancé sous le slogan «Protéger votre identité numérique commence par connaître tout ce qui est enregistré en votre nom», donne à chaque abonné la possibilité de vérifier le nombre de cartes SIM associées à son identité, selon l'ARPCE. Cette dernière explique que cette démarche anticipative est «indispensable pour renforcer la protection des abonnés contre tout usage illégal de leurs données personnelles ou de leur identité à travers des cartes SIM», en raison des risques potentiels que cela peut représenter sur la sécurité et l'ordre publics. Le service est accessible via le code unifié «*254#», mis en place par l'ARPCE en collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile. L'abonné doit composer ce code depuis son numéro de téléphone, saisir ensuite sa date de naissance pour vérification d'identité, avant de recevoir un SMS indiquant le nombre total de puces enregistrées en son nom chez son opérateur.
L'ARPCE indique que pour toute information supplémentaire, les abonnés peuvent se rendre dans les agences commerciales de leur opérateur. Le tarif de ce service est fixé à 5 DA par requête réussie. Le montant sera prélevé directement sur le crédit de l'abonné. Afin de vérifier l'absence de puces enregistrées au nom de l'utilisateur chez d'autres opérateurs, l'ARPCE invite également les abonnés à se présenter aux agences commerciales des opérateurs concernés, munis d'une pièce d'identité officielle en cours de validité. L'Autorité a enfin insisté sur l'importance de recourir à ce service pour vérifier le nombre réel de cartes SIM associées à chaque abonné, rappelant que «la sécurité numérique est une responsabilité collective essentielle et ne peut être différée».

S. N.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRIE - BIÉLORUSSIE

Appel à renforcer le partenariat économique

L'Algérie et la Biélorussie ambitionnent de renforcer leur partenariat économique. Cette volonté a été exprimée, hier à Alger, à l'occasion du Forum d'affaires algéro-biélorusse, co-présidé par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché intérieur, Amel Abdellatif, et le ministre du Commerce et Anti-monopole de Biélorussie, Arthur Karpovich.

La ministre a appelé à l'intensification du partenariat économique, affirmant que ce forum constitue une opportunité idoine pour explorer des pistes concrètes de développement de la coopération bilatérale et d'identification des opportunités d'investissement. Elle a souligné la nécessité de renforcer les liens existant en exploitant «l'immense potentialité» disponibles dans les deux pays, l'objectif étant de porter le partenariat économique à la hauteur du partenariat politique entre l'Algérie et la Biélorussie. «La rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans le cadre de la volonté commune de nos deux pays d'établir une vision stratégique visant à approfondir le partenariat économique entre l'Algérie et la République de Biélorussie, en harmonie avec la dynamique politique croissante qui caractérise les relations bilatérales», a indiqué Abdellatif, signalant «un développement progressif» de la coopération entre les deux pays depuis l'établissement des relations diplomatiques. La ministre du Commerce intérieur a dans ce sens signalé la dynamique, enregistrée ces dernières années, «ayant renforcé le processus de partenariat bilatéral». Cela, a-t-elle noté, à travers l'échange de visites de haut niveau, l'activation des mécanismes de concertation politique, la tenue de la première session du Comité mixte algéro–biélorusse à Minsk en avril 2025, ainsi que la création de groupes d'amitié parlementaire et l'élargissement des canaux de coopération sectorielle entre ministères et institutions économiques des deux pays.



Intensification du partenariat économique.

DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ MIXTE EN 2026

Ce Forum d'affaires se présente donc comme l'occasion idoine pour renforcer le partenariat puisque, selon la ministre, il constitue également une plateforme essentielle pour échanger les expertises et renforcer les projets conjoints dans les secteurs stratégiques. Les rencontres B2B de ce forum représentent «une étape essentielle pour établir des projets concrets basés sur une évaluation précise des opportunités et l'identification de partenaires pour une coopération effective et fructueuse», a affirmé la ministre. Elle a, en outre, exposé le cadre juridique et institutionnel qui encadre la relation des deux pays, citant les trois accords de coopération déjà signés, en plus de dix projets d'accords prêts à être finalisés et neuf autres en cours de négociation qui seront achevés lors de la deuxième session du comité mixte prévue en 2026. «Cette dynamique reflète une volonté commune de structurer la coopération selon une vision institutionnelle claire et ambitieuse», a-t-elle précisé.
Exprimant son souhait de voir ce forum ouvrir des perspectives élargies pour la coopération bilatérale, la ministre a indiqué que cette manifestation constitue aussi une plateforme pour réévaluer le niveau des échanges commerciaux, qui ont atteint 34,54 millions de dollars durant les neuf premiers mois de 2025. Pour elle, «ces chiffres ne reflètent ni la profondeur des relations politiques et historiques excellentes entre l'Algérie et la Biélorussie ni les immenses potentialités économiques disponibles dans les deux pays», d'où la nécessité d'œuvrer à renforcer ces échanges, en plus des investissements. Elle a dans cette optique réaffirmé la disponibilité du gouvernement algérien «à accompagner toutes les initiatives d'investissement, à travers les incitations douanières et fiscales, la simplification des procédures, et la mise à disposition du foncier industriel, afin de garantir la réussite et l'accélération de la mise en œuvre des projets communs.
La ministre a ainsi mis en avant le potentiel naturel de l'Algérie et surtout les infrastructures réalisées, évoquant, entre autres, la position géographique stratégique du pays qui fait de lui «un pôle central de connexion économique régionale», la route transsaharienne, la modernisation des ports, l'extension des lignes ferroviaires.

L'ALGÉRIE, UNE DESTINATION ATTRACTIVE

«Ces projets traduisent la vision de l'Algérie de devenir un centre majeur d'échanges commerciaux et un espace ouvert aux investissements productifs, offrant à nos partenaires biélorusses de nombreuses opportunités pour établir des projets communs et orienter leur production vers les marchés africains via l'Algérie», a-t-elle souligné.
Elle n'a pas manqué de mettre en évidence la confiance croissante des opérateurs économiques dans le marché algérien, soutenant que c'est le résultat des réformes profondes qui ont engendré l'amélioration du climat des affaires. Selon la ministre, l'Algérie est aujourd'hui «l'une des destinations d'investissement les plus attractives de la région», grâce «à une main-d'œuvre jeune, qualifiée et hautement compétente, offrant aux entreprises un capital humain efficace et stable», en sus de disposer de ressources naturelles et matières premières abondantes.
Le ministre du Commerce et Anti-monopole biélorusse, Arthur Karpovich, a, de son côté, signalé la «grande symbolique» d'organiser ce Forum au moment où les deux pays célèbrent la 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques, affirmant qu'»elle constitue une importante station pour le renforcement du partenariat». Selon lui, l'objectif de ce Forum est «le développement de l'interaction économique et l'élargissement des relations commerciales».

Lilia A.A.

SALON «OMAN AGROFOOD 2025».

Forte affluence au pavillon algérien

LE SALON «Oman Agrofood» a ouvert ses portes hier à Mascate, la capitale omanaise, avec la participation de 18 institutions algériennes actives dans plusieurs secteurs clés, tels que les produits agricoles, les technologies d'irrigation, les technologies agricoles (Agro Tech), l'alimentation et les produits alimentaires, ainsi que l'emballage et la chaîne du froid. Cette participation est organisée sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, dans le cadre du renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés du Golfe et de l'ouverture de nouveaux horizons permettant aux institutions nationales d'accéder à des marchés prometteurs, conformément à la stratégie de l'État visant à diversifier les exportations hors du secteur des hydrocarbures. Le pavillon algérien a enregistré une forte affluence de visiteurs omanais et étrangers ainsi que d'opérateurs économiques, qui ont apprécié la qualité et la compétitivité des produits algériens, reflétant l'intérêt croissant pour l'offre nationale et sa capacité à se positionner sur les marchés régionaux.

S. N.

Signature de cinq accords de partenariat

CINQ accords de partenariat dans le domaine commercial et industriel ont été signés, hier à Alger, entre des sociétés et organismes algériens et biélorusses, en marge du Forum économique. Le premier accord concerne un protocole de partenariat entre la Société algérienne de Fabrication de Véhicules utilitaires et industriels (SFVUI), affiliée au groupe Ferrovial, et l'entreprise biélorusse Maz Minsk Automobile Plant-MAZ. Un mémorandum d'entente a également été signé entre la société des constructions métalliques SNC METAL et l'entreprise biélorusse AMKODOR, en sus d'un autre mémorandum d'entente entre l'entreprise des tracteurs agricoles ETRAG et l'entreprise biélorusse Bobruiskagromach. La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et son homologue biélorusse ont également signé un accord pour la création d'un Conseil d'affaires conjoint. Le dernier accord a été conclu entre la Confédération algérienne du patronat (CAP) et la bourse biélorusse des marchandises.

M. B.

ASSISES NATIONALES DE L'ÉNERGIE ET DES HYDROCARBURES

Aïssa Mouhoubi : «C'est un outil de pilotage important»

Le président de la République veut une mise à jour des données et une définition des priorités en matière de production et d'exportation des hydrocarbures, en ordonnant l'organisation des assises nationales de l'énergie et des hydrocarbures. Une décision saluée par l'économiste de l'énergie, Aïssa Mouhoubi, affirmant qu'elle constitue un outil de pilotage important.

Lors du Conseil des ministres qu'il a présidé avant-hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'organisation de ces assises vise à actualiser les données et définir les priorités en matière de production et d'exportation d'hydrocarbures.Selon M. Mouhoubi, cette rencontre annoncée permettra de revoir l'ensemble des paramètres techniques. Il s'agit de l'évolution de la consommation, de la disponibilité réelle des capacités de production, des marges exportables et de la hiérarchisation des investissements. L'intérêt de ces assises dépendra cependant, selon M. Mouhoubi, «de la rigueur du diagnostic et de la capacité à convertir les conclusions en mesures d'allocation de ressources, en réformes tarifaires et en décisions industrielles». M. Mouhoubi a tenu à souligner l'importante étape franchie par le pays à travers l'exportation d'essence raffinée localement.

Le président de la République a, en effet, salué le lancement par l'Algérie, pour la première fois depuis l'indépendance, de l'exportation d'essence raffinée localement, et ce après des décennies d'importation. «L'exportation d'essence raffinée représente un changement notable», a souligné l'économiste de l'énergie, selon lequel



Aïssa Mouhoubi.

cette réalisation témoigne du fait que les infrastructures de raffinage ont désormais atteint un niveau permettant de dégager des volumes excédentaires et exportables.

L'impact de cette étape, a-t-il expliqué, se situera, d'une part, sur le plan macroéconomique, en diversifiant légèrement les recettes extérieures, et d'autre part, sur le plan industriel, en valorisant des capacités locales longtemps contraintes. L'important, selon lui, étant de faire durer cette opération dans le temps.

«La question clé reste la permanence de cette performance, qui dépendra du coût de production, de la qualité du produit, de la continuité des livraisons et de la dynamique des marchés régionaux», a souligné M. Mouhoubi, qui a mis en avant l'expérience de Naftal en la matière. «L'expérience de Naftal à approvisionner le marché national en toute circonstance offre un avenir ambitieux à l'entreprise», a-t-il estimé. Interrogé sur l'autre orientation du Président, relative à l'engagement de discussions avec la partie mauritanienne pour le lancement de stations-service Naftal sur le territoire mauritanien, l'économiste en énergie a déclaré que l'implantation de ces stations-service «marque une volonté d'étendre l'activité en aval au-delà du marché national». «C'est un mouvement logique pour un acteur qui cherche à consolider une présence régionale dans la distribution des produits pétroliers», a-t-il soutenu, notant que l'enjeu porte sur la structuration du business model, la sécurisation de l'approvisionnement et la compétitivité de l'offre dans un marché sahélo-saharien en recomposition. D'autres instructions ont également été données par le président de la République, relatives principalement au renforcement de la mission de la société Naftal quant à l'exclusivité de l'importation et de la production des matières premières ainsi que des dérivés et des huiles, à l'exclusion des autres sociétés et importateurs qui seront les premiers clients de Naftal pour la commercialisation de ces produits en Algérie. Il a aussi chargé le Premier ministre d'élaborer un plan de politique nationale visant à organiser et contrôler la consommation des produits dérivés du pétrole, en vue d'augmenter la capacité du stock stratégique de produits énergétiques, en plus de préparer le lancement de cartes prépayées pour l'approvisionnement en carburant, notamment dans les zones frontalières. Il a été aussi question de redoubler d'efforts pour parachever le projet de la raffinerie de Hassi Messaoud, en vue de couvrir la demande nationale en dérivés pétroliers destinés à la consommation et d'accroître les capacités d'exportation.

Lilia Aït Akli

PRODUCTION DE L'OPEP+

Les augmentations suspendues au premier trimestre 2026

LES HUIT pays de l'OPEP+ ont maintenu la décision prise au début de novembre dernier d'augmenter collectivement la production de 137 000 barils par jour pour décembre 2025, dont 4 000 barils par jour étaient alloués à l'Algérie. En revanche, ils ont décidé de suspendre toute augmentation de production entre janvier et mars 2026. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Mines et des Hydrocarbures rendu public dimanche.

Les huit pays ont également renouvelé leur engagement à maintenir un haut niveau de coordination et un suivi continu de l'évolution du marché pétrolier mondial.

Ces décisions ont été prises à l'issue de la réunion mensuelle des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs alliés formant l'OPEP+, est-il ajouté de même source.

C'est le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Akab, qui a représenté l'Algérie à cette réunion tenue par visioconférence, aux côtés des ministres chargés du Pétrole des sept autres pays impliqués dans les ajustements volontaires de production, à savoir l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie.

La 40e réunion ministérielle OPEP/non-OPEP a été consacrée à l'analyse de la situation actuelle du marché pétrolier et de ses perspectives à court et moyen termes. «Les vingt-deux membres de l'OPEP+ ont réaffirmé leur engagement à poursuivre leurs efforts conjoints pour soutenir la stabilité du marché mondial» et approuvé «un nouveau mécanisme d'évaluation» des capacités de production durable des pays de l'OPEP+, qui servira de base à la détermination des niveaux de production de référence à partir de 2027, a-t-on précisé.

Deux autres réunions ministérielles étaient également au programme dimanche, toutes tenues dans le cadre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de la Déclaration de coopération (OPEP+), selon le ministère.

Il s'agit de la 192e Conférence de l'OPEP, qui a réuni les ministres et les représentants des douze pays membres de l'Organisation, qui était consacrée à l'évaluation de divers aspects de la gestion et du fonctionnement du secrétariat. Les discussions ont porté sur les travaux du Secrétariat pour l'année en cours et les années à venir, ainsi que sur «les priorités stratégiques» de l'Organisation et ses perspectives à moyen et long termes.

Dans ce même contexte, l'Algérie a participé aux travaux de la 63e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (CMCS).

Les représentants des pays membres du Comité, à savoir l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela (OPEP), ainsi que le Kazakhstan et la Russie (pays non membres de l'OPEP), ont évalué le niveau de respect par les pays OPEP+ de leurs engagements en matière de réduction volontaire de leur production pour les mois de septembre et d'octobre 2025.

Le Comité a «salué les efforts constants» des pays participants, soulignant que «la stricte application des décisions collectives demeure un facteur essentiel au maintien de la stabilité du marché pétrolier mondial».

T. G.



HYDROCARBURES

Le PDG de Medad Energy Afrique du Nord reçu par Arkab

LE MINISTRE d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu au siège de son ministère le président-directeur général de Medad Energy Afrique du Nord, Arabie saoudite, Cheikh Abdul-Ilah bin Mohammed bin Abdullah Al-Aiban, en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, en vue d'établir une feuille de route pour le contrat signé en octobre dernier. Cette réunion était consacrée à l'examen de l'état des relations bilatérales et des perspectives de coopération entre Sonatrach et Medad Energy dans le secteur des hydrocarbures, notamment suite à la signature d'un contrat de partage de production entre les deux sociétés en octobre dernier. Un contrat dont le montant est de 5,4 milliards de dollars entièrement financés par Medad Energy. Ce contrat porte sur les opérations d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures dans la zone de concession «Illizi Sud», située dans le bassin d'Illizi. Dans ce contexte, les deux parties ont fait le point sur les consultations menées en vue de l'élaboration d'une feuille de route commune pour garantir la mise en œuvre du contrat conformément aux échéances et aux normes opérationnelles convenues, est-il indiqué dans un communiqué du ministère. Les deux parties ont également évoqué de nouvelles opportunités de partenariat et d'investissement tout au long de la chaîne de valeur pétrolière et gazière, notamment le développement de projets stratégiques visant à renforcer les échanges d'expertise, le transfert de connaissances et le développement des ressources humaines dans les domaines de l'exploration et de la production, tant en Algérie qu'à l'étranger. Dans ce contexte, Arkab a souligné les liens fraternels étroits qui unissent l'Algérie et le Royaume d'Arabie saoudite, ainsi que l'importance de promouvoir un partenariat économique fondé sur des intérêts communs et au service de la vision énergétique des deux pays. De son côté, Cheikh Abdul-Ilah bin Mohammed bin Abdullah Al-Aiban a exprimé l'intérêt de Medad Energy pour le renforcement de sa présence en Algérie, compte tenu des perspectives prometteuses offertes par le secteur des hydrocarbures. Il a également réaffirmé l'engagement de l'entreprise à développer sa coopération stratégique avec le Groupe Sonatrach et à accélérer le rythme des projets communs, en s'appuyant sur les technologies les plus récentes du secteur pétrolier et gazier pour un bénéfice mutuel. Pour rappel, Sonatrach et Medad Energy North Africa ont signé en octobre dernier un accord de partage de production d'hydrocarbures pour la concession d'Illizi Sud, conformément aux dispositions de la loi n° 19-13 relative aux hydrocarbures. Cet accord, d'une durée de 30 ans renouvelable.

Hamid B.

HADJ 2026

La liste des vaccins fixée

LE MINISTÈRE de la Santé a fixé la vaccination contre le méningocoque ACWY135 comme obligatoire pour tous les pèlerins algériens accomplissant le hadj, tandis que d'autres vaccins sont fortement recommandés. Ces derniers doivent être finalisés au moins dix jours avant la date du départ vers les Lieux Saints.

Selon une correspondance, datée du 20 novembre, transmise aux différents responsables du secteur, dont les directeurs généraux des établissements hospitaliers, l'Institut national de santé publique, l'Institut Pasteur d'Algérie et les directions de la santé des wilayas, cette démarche s'inscrit dans le cadre des préparatifs nationaux pour la saison du hadj 2026, en conformité avec les exigences sanitaires émises par les autorités du Royaume d'Arabie Saoudite.

La note précise que la vaccination contre le méningocoque tétravalent ACWY135 constitue la seule vaccination obligatoire pour les futurs pèlerins. Une dose unique doit être administrée au moins dix jours avant le départ.

Les pèlerins vaccinés depuis moins de cinq ans ne sont pas tenus de renouveler l'injection. Un rappel est exigé pour ceux dont la dernière vaccination remonte à plus de cinq ans.

Cette mesure vise à réduire le risque de transmission des infections à méningocoques dans les lieux de grande affluence que représentent les sites du pèlerinage.

Outre l'obligation de la vaccination contre le méningocoque, le ministère de la Santé recommande fortement aux pèlerins de recevoir plusieurs autres vaccins considérés comme essentiels pour leur protection sanitaire. Ces recommandations incluent l'administration d'une dose de vaccin antipoliomyélitique inactivé (VPI). De plus, il est fortement conseillé de recevoir le vaccin contre la grippe saisonnière, conformément à l'instruction ministérielle n°31 du 5 octobre 2025, ainsi que le vaccin dT (diphtérie-tétanos). L'objectif est d'assurer une protection maximale contre ces maladies transmissibles pendant le pèlerinage.

La correspondance précise que les vaccins inactivés peuvent être administrés simultanément entre eux ou associés à un vaccin vivant atténué, à condition d'être injectés dans deux sites corporels distincts.

Le ministère de la Santé appelle l'ensemble des structures sanitaires à veiller à l'application stricte de ces directives, en assurant un suivi rigoureux au niveau local. Les citoyens sont invités à se rapprocher de l'établissement de santé le plus proche ou de la direction de la santé de leur wilaya pour obtenir des informations précises et fixer leurs rendez-vous de vaccination.

Lynda L.

SIDA

L'Algérie vise zéro contamination

L'Algérie réaffirme sa détermination à éradiquer le sida, plaçant la prévention, le dépistage et l'accès aux traitements au cœur de ses priorités nationales. C'est ce qu'a réitéré, hier, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, commémorée le 1er décembre de chaque année.

Lors de cet événement organisé sous le slogan : « Lever les barrières et renforcer la réponse pour éliminer le sida », M. Aït Messaoudène a mis en avant, dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Mohamed Talhi, les progrès réalisés grâce à la coopération avec les agences internationales et l'engagement des professionnels de santé et de la société civile. Il a souligné que l'objectif du secteur est d'atteindre les cibles « 95-95-95 » et garantir un accès équitable à la prévention, aux soins et aux traitements antirétroviraux, financés à plus de 95 % par l'Etat.

Concernant la propagation du virus, le ministre a expliqué que parmi les priorités, la lutte conjointe contre la transmission verticale du VIH, de l'hépatite B et de la syphilis figure en tête. Il a ajouté que cet objectif est désormais à portée de main grâce à une couverture vaccinale élevée, l'intégration du dépistage dans les services de santé reproductive et l'action continue des équipes de terrain.

Le premier responsable du secteur a également rappelé les défis persistants, à l'instar des comportements à risque, du faible usage de moyens de protection, de l'usage de drogues injectables et des migrations. Il a salué « le rôle croissant des associations dans les interventions communautaires ciblant les populations vulnérables » et a réaffirmé « l'engagement de l'Algérie à mener une réponse forte, globale et durable face à cette menace de santé publique ».

Par ailleurs, l'Institut Pasteur d'Algérie a rappelé que la Journée mondiale de lutte contre le sida est commémorée le 1er décembre de chaque année depuis 1988, dans l'objectif de rassembler les personnes du monde entier pour la sensibilisation au VIH/SIDA. Son rôle initial est de sensibiliser le public quant à la situation de la pandémie et d'encourager les progrès en matière de prévention, de traitement et de soins dans le monde.



D'importants progrès réalisés.

Selon la même source, pour cette année 2025, la journée sera commémorée au niveau mondial sous le slogan « Surmonter les perturbations, transformer la riposte au sida », afin de souligner l'impact que les réductions de financement des donateurs internationaux ont eu sur la riposte au sida, ainsi que de mettre en valeur la résilience des pays et des communautés qui se mobilisent pour protéger les acquis et faire progresser la riposte au VIH.

En outre, le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a établi que le VIH reste un problème majeur de santé publique à l'échelle mondiale et connaît une transmission continue dans tous les pays du monde, avec environ 40,8 millions de personnes vivant avec le virus, recensées en 2024, dont 1,5 million de nouvelles infections enregistrées au cours de cette même année. Le rapport souligne également que malgré les progrès dans l'accès aux traitements, le sida continue de causer des pertes humaines considérables, avec 630 000 décès recensés en 2024. La stratégie mondiale de lutte contre cette infection vise à mettre fin à l'épidémie de VIH d'ici à 2030. En Algérie, bien que la prévalence du VIH soit faible, les défis persistent et nécessitent une mobilisation soutenue pour atteindre l'objectif d'éradiquer l'épidémie d'ici à 2030, a précisé la même source.

Le dépistage est, selon l'Institut Pasteur d'Algérie, essentiel pour établir la présence ou non de l'infection. Les tests de dépistage de ce virus sont réalisés dans les laboratoires d'analyses médicales. Le laboratoire VIH et rétrovirus de l'Institut Pasteur d'Algérie, situé au niveau de son annexe de Sidi Fredj à Alger, est le laboratoire national de référence en Algérie pour le diagnostic de l'infection au VIH.

Amel Saïdi

HEALTHCARE EXPO 2025

Une édition tournée vers l'innovation

DES DIZAINES d'acteurs majeurs du secteur médical participeront, dès demain, à la quatrième édition du Salon international de la santé Healthcare Expo & Conférences, au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Organisée sur trois jours, cette manifestation confirme son statut de plateforme incontournable dédiée à l'innovation, aux technologies médicales et au développement des échanges professionnels dans le domaine de la santé en Algérie.

Lors d'une conférence de presse tenue hier, Mohamed Ziyad, organisateur du salon, a rappelé que « depuis son lancement, Healthexpo s'est imposé comme le point de rencontre privilégié des acteurs du domaine : fabricants, importateurs, distributeurs, professionnels de santé et entreprises internationales en quête de partenariats sur le marché algérien ». Il a souligné que cette édition se distingue particulièrement par la richesse de son programme scientifique, devenu au fil du temps l'un des piliers du salon et un levier essentiel dans la modernisation du système de santé national.

Selon M. Ziyad, Healthexpo 2025 ambitionne d'accélérer la transformation numérique du secteur de la santé, en mettant en avant des solutions innovantes et des approches technologiques appliquées au parcours de soins. « Ce salon offre un cadre unique permettant d'explorer de nouvelles perspectives dans le domaine médical. Les participants auront l'opportunité de découvrir les dernières technologies et d'être mis en relation avec des experts nationaux et internationaux », a expliqué M. Ziyad. Il a précisé que Healthexpo constitue aussi une plateforme de choix pour présenter des produits et solutions à forte valeur ajoutée, favorisant des opportunités de collaboration entre les acteurs publics et privés.

L'ouverture à l'international se renforce, notamment grâce à la participation de plusieurs pavillons étrangers, dont un pavillon turc très attendu. La dynamique de croissance du salon Healthexpo se reflète clairement dans les indicateurs-clés particulièrement élevés enregistrés pour cette 4e édition. L'événement occupera une surface d'exposition de 8 900 m², réunissant 164 exposants et pas moins de 510 firmes représentées. Cette richesse de contenu sera complétée par un programme scientifique dense, incluant 121 conférences et ateliers. Cette ampleur attire un public nombreux, avec plus de 7 000 visiteurs attendus.

En parallèle au Healthcare Expo, ADEX – Algeria Dental Expo revient pour une deuxième édition plus ambitieuse, du 3 au 6 décembre 2025 à la Safex. Désormais considéré comme un rendez-vous majeur du secteur dentaire en Algérie et dans la région, le salon affirme son rôle d'espace stratégique dédié aux rencontres professionnelles, aux affaires et aux innovations technologiques.

Selon son organisateur, M. Ziyad, ADEX élargit son périmètre et confirme son statut de plateforme incontournable pour fabricants, distributeurs, cliniques, laboratoires et experts internationaux. La dynamique du salon se traduit par des chiffres en forte hausse : 7 200 m² d'exposition, plus de 60 exposants, 50 firmes représentées, 80 conférences et ateliers, et plus de 6 000 visiteurs attendus.

Des indicateurs qui, selon lui, confirment l'intérêt croissant du marché pour un événement devenu en quelques années l'un des piliers de la filière dentaire en Algérie. Le salon offre aux entreprises une visibilité ciblée auprès des professionnels du secteur — chirurgiens-dentistes, distributeurs spécialisés, responsables de cliniques, investisseurs — et constitue un cadre idéal pour présenter des innovations, renforcer leur image et étoffer leur réseau. L'édition 2025 se distinguera également par la présence de plusieurs pavillons internationaux, dont le très attendu pavillon turc, mettant à l'honneur des fabricants reconnus, des technologies de pointe et de nouvelles opportunités de coopération avec les acteurs nationaux. Parallèlement, l'espace conférences Dentalk proposera un programme scientifique enrichi, véritable laboratoire d'idées où chercheurs, praticiens et experts partageront analyses, retours d'expérience, panels, ateliers et démonstrations conçus pour répondre aux enjeux scientifiques et technologiques du secteur dentaire.

Lynda Louifi

UKRAINE

Aucune avancée sur l'accord de paix lors de la rencontre en Floride

Malgré une volonté affichée d'accélérer les négociations, la rencontre tenue le 30 novembre en Floride entre les délégations américaine et ukrainienne n'a débouché sur aucune avancée sur les points essentiels de l'accord de paix soutenu par Washington, prolongeant l'impasse diplomatique.



Les délégations américaine et ukrainienne se sont réunies ce 30 novembre au Shell Bay Club, un complexe privé en Floride, pour faire avancer l'accord de paix actuellement négocié sous l'impulsion de Washington. Malgré l'intensité des échanges, aucun consensus n'a été trouvé sur les garanties de sécurité. Selon The Wall Street Journal, plusieurs points clés restent « irrésolus ». La délégation américaine était menée par le secrétaire d'État Marco Rubio, accompagné de Steve Witkoff, émissaire spécial de Donald Trump, et de Jared Kushner. Côté ukrainien, c'est Rustem Oumerov, secrétaire du Conseil national de sécurité, qui représentait Kiev, en remplacement d'Andriï Ermak, poussé à la démission après un scandale de corruption. Les discussions ont porté sur plusieurs sujets, dont les élections indéfiniment reportées en Ukraine et la reconnaissance des nouvelles régions russes. Mais, comme l'a indiqué le média américain, aucun de ces points n'a été tranché. Un projet de paix freiné par Kiev L'accord de paix, déjà évoqué lors de précédents échanges à Genève le 23 novembre, prévoit des concessions concrètes : reconnaissance de la Crimée et du Donbass comme territoires russes, gel des lignes de front dans le Sud, réduction des effectifs militaires ukrainiens et interdiction d'installation de forces étrangères sur le sol ukrainien. Ces propositions, jugées acceptables par Moscou, sont perçues à Kiev comme des « pressions » exercées par Washington. Face à cela, l'Ukraine continue d'exiger des garanties de sécurité. Mais Washington, selon Politico, refuse toute promesse tant que l'accord de paix n'est pas signé. Le message de Rubio aux Européens est clair : il n'y aura pas de garanties tant que Kiev n'aura pas accepté les conditions de paix. Cette stratégie vise à contraindre l'Ukraine à se plier à un accord qui, sur le fond, entérine la nouvelle réalité sur le terrain. Moscou attend une réponse sérieuse Du côté russe, la position reste constante. Le président Vladimir Poutine a rappelé que les combats cesseront « lorsque les troupes ukrainiennes quitteront les territoires qu'elles occupent ». Il a également déclaré qu'aucun accord n'est envisageable tant que Zelensky, dont le mandat présidentiel a expiré, continue de gouverner sans légitimité électorale. Steve Witkoff doit se rendre à Moscou pour présenter les propositions américaines modifiées. Cette visite devrait permettre de confronter le texte américain à la position russe. Mais les lignes rouges de Moscou ne changent pas : statut neutre de l'Ukraine, retrait de toute influence militaire occidentale et reconnaissance claire des régions ayant rejoint la Fédération de Russie. En l'état, les pourparlers confirment un déséquilibre grandissant entre les exigences occidentales et les faits établis sur le terrain. La Russie affiche sa fermeté, les États-Unis temporisent, et l'Ukraine se retrouve sous pression. Tant que Kiev n'acceptera pas les principes d'une paix réaliste, aucun progrès véritable ne sera possible.

R. I.

SOUDAN

Des millions de personnes confrontées à une «famine catastrophique»

LE PROGRAMME alimentaire mondial (PAM) a déclaré que des millions de personnes au Soudan sont «isolées» et sont confrontées à une «famine catastrophique» en raison du conflit armé qui se poursuit depuis plus de deux ans et demi dans le pays.

Le programme des Nations Unies a déclaré dans un message publié sur les réseaux sociaux: «La famine s'est aggravée dans certaines régions du Soudan, mais la faim commence à s'atténuer dans les zones où nous avons un accès continu».

Il a précisé que les progrès dans la lutte contre la famine restent «fragiles», précisant que «des millions de personnes restent isolées à cause du conflit et sont confrontées à une famine catastrophique».

Mercredi dernier, l'ONU avait ont alerté que le conflit en cours depuis la mi-avril 2023 entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) met 21 millions de personnes au Soudan en danger de famine grave.

La situation humanitaire au Soudan s'aggrave en raison de la guerre en cours, qui a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé environ 13 millions de personnes, selon les données internationales.

Le 26 octobre, les Forces de soutien rapide ont pris El Fasher qu'elles assiégeaient depuis mai 2024, mais la situation dans cette ville s'est aggravée avec la détérioration des conditions de sécurité et le déplacement de dizaines de milliers de personnes craignant de graves violations commises par ces forces sur les civiles.

Ces dernières semaines, les trois Etats de la région du Kordofan (Nord, Ouest et Sud) ont été le théâtre de violents affrontements entre l'armée soudanaise et les FSR, entraînant le déplacement de dizaines de milliers de civils.

Sur les 18 Etats que compte le pays, les FSR contrôlent les cinq Etats de la région du Darfour à l'ouest, à l'exception de certaines parties du nord de l'Etat du Darfour Nord, qui sont sous le contrôle de l'armée, laquelle contrôle la plupart des 13 Etats restants, y compris la capitale, Khartoum.

R. I.

LIBAN

Le Hezbollah salue la venue du pape Léon XIV

LE HEZBOLLAH accueille la visite du pape Léon XIV en l'appelant à condamner les attaques israéliennes et les violations répétées du cessez-le-feu. Le parti réaffirme son attachement à la souveraineté et refuse tout désarmement national, tandis que la venue du souverain pontife crée un rare moment d'unité interreligieuse dans un pays en crise.

Le Hezbollah a publié une lettre au souverain pontife, saluant sa venue et l'appelant à prendre des « positions qui rejettent l'injustice » et les « attaques » sionistes contre le pays. Le parti chiite, qui a organisé le 30 novembre des parades des Scouts du Mahdi dans la banlieue sud de Beyrouth, voit dans cette visite un moment propice pour dénoncer l'occupation israélienne du Sud et les violations de l'accord de cessez-le-feu du 27 novembre 2024, que l'armée israélienne aurait enfreint à plus de 12 000 reprises. Il accuse Israël de poursuivre une stratégie « expansionniste » visant à contrôler terres, eaux et ressources gazières, avec le soutien « illimité de grandes puissances », visant clairement les États-Unis, pays d'origine du pape. Dans sa lettre, le Hezbollah se dit attaché à la « coexistence », à la « démocratie consensuelle » et à la « souveraineté nationale », réaffirmant qu'il ne remettra pas ses armes au-delà de la zone au sud du Litani. Il condamne aussi la « tragédie » de Gaza, qualifiée de « génocide avéré », et exhorte la communauté internationale à s'en remettre « à la justice et au droit ». « Heureux les artisans de paix »

Le mufti jaafarite Ahmad Kabalan, proche du parti, renforce cette ligne dure. Prenant « la Bible et le Coran comme critères », il rejette toute négociation avec Israël, qualifié de « mal sioniste », tout en critiquant les déclarations du président Joseph Aoun, qui avait estimé que le Liban n'avait « pas d'autre choix » que de dialoguer avec Tel Aviv. La visite papale suscite optimisme et espoir chez d'autres acteurs religieux. Le cheikh akl druze Sami Abi el-Mona évoque un « rayon d'espoir » dans un pays en pleine crise et se félicite du grand rassemblement interreligieux prévu le 1er décembre sur la place des Martyrs, destiné à réaffirmer « la diversité dans l'unité nationale ». Plus de 300 responsables religieux y participeront, portés par le slogan de la visite : « Heureux les artisans de paix ». Une image d'unité que la classe politique peine à offrir, alors que le statu quo sécuritaire reste fragile et que les tensions entre Israël et le Hezbollah demeurent à un niveau élevé malgré le cessez-le-feu.

R. I.

SOLIDARITÉ RAMADHAN 2026 À MÉDÉA

Plus de 470 millions de DA alloués

UNE ENVELOPPE financière de 472 millions de DA est réservée pour l'opération Solidarité Ramadhan 2026 au profit des familles nécessiteuses de la wilaya de Médéa. C'est ce qu'ont annoncé avant-hier les services de la wilaya. Selon la même source, 392 millions de DA du montant global sont puisés sur le budget des communes, tandis qu'une enveloppe de 80 millions provient du budget de la wilaya.

L'enveloppe allouée à cette opération sera versée sous forme d'allocations de solidarité aux familles à faibles revenus ou sans ressources financières. Un recensement est en cours au niveau de la direction de l'action sociale et de la solidarité afin d'établir la liste des bénéficiaires.

Des instructions ont été données par le wali, Djilali Doumi, aux responsables du secteur de l'action sociale pour finaliser rapidement les listes des bénéficiaires. Il a été également demandé au secteur de la Poste, lors d'une réunion consacrée à cette opération, d'augmenter le nombre de guichets afin de permettre aux bénéficiaires de retirer leur argent avant le début du mois sacré.

Dans le même contexte, les services de la wilaya ont annoncé la mise en œuvre de mesures concernant l'approvisionnement des marchés et commerces en denrées alimentaires et en viande, ainsi que la programmation de caravanes commerciales au profit des habitants des zones enclavées de la wilaya.

R. R.

PROMOTION DE LA CÉRÉALICULTURE À TOUGGOURT

Plus de 1 500 ha réservés cette saison

UNE SUPERFICIE globale de 1 510 hectares a été réservée à la céréaliculture, dans le cadre de la campagne labours-semailles de la saison 2025/2026, lancée, avant-hier, depuis le périmètre Debidibi, dans la commune d'El-Hedjira, située dans la wilaya de Touggourt. Cette surface, en hausse de 150 ha par rapport à la saison précédente, a donné lieu à l'emblavement de 1 200 ha en blé dur, 260 ha en blé tendre et 50 ha en orge, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Mohamed Lamine Houhou.

Pour assurer le bon déroulement de la campagne, 1 213 quintaux de semences et 760 quintaux d'engrais ont été mis à la disposition des agriculteurs, en plus de moyens humains et matériels, selon les services agricoles, qui tablent sur une hausse de production de cette culture stratégique.

Le wali de Touggourt, Othmane Abdelaziz, a souligné l'importance des investissements agricoles pour consolider les efforts de l'État en faveur de l'autosuffisance en produits de cultures stratégiques. Il a également insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts afin d'accroître les superficies céréalières et encourager les agriculteurs et opérateurs à s'investir dans ce secteur.

R. R.

RACCORDEMENT AU RÉSEAU DE L'ÉLECTRICITÉ

Plusieurs exploitations concernées à Illizi et Constantine

Dans le but du développement des différentes filières agricoles, près de 81 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique, par la direction de distribution de l'électricité et du gaz Ali Mendjeli relevant de la wilaya de Constantine. C'est ce qu'a fait savoir, avant-hier, son directeur, Sofiane Bougherara.



Dans ce sens, le même responsable a précisé que les travaux réalisés ont porté sur 52,5 kilomètres de réseaux électriques, répartis entre moyenne et basse tension : 33 exploitations ont ainsi été raccordées en moyenne tension via des transformateurs électriques, tandis que 48 autres ont bénéficié d'un raccordement en basse tension.

Soulignant que ce raccordement s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à instaurer les conditions optimales pour le développement des différentes filières agricoles, a-t-il souligné.

S'agissant de la répartition géographique des exploitations raccordées, M. Bougherara a indiqué que l'opération a touché plusieurs communes des compétences de la direction, notamment El Khroub (20 exploitations), Ouled Rahmoun (29), Aïn Smara (14), Aïn Abid (7) et Ben Badis (11), soulignant que ces projets ont nécessité une enveloppe financière dépassant les 246 millions de dinars.

Le directeur de distribution a affirmé que ces réalisations s'inscrivent parmi les priorités du Groupe Sonelgaz, conformément aux orientations du Président-directeur général du Groupe, dans l'objectif d'accompagner les agriculteurs et de renforcer les investissements agricoles à l'échelle de la wilaya.

Il a également affirmé que les efforts se poursuivent afin de raccorder un plus grand nombre d'exploitations agricoles, contribuant ainsi au développement du secteur, au renforcement de la sécurité alimentaire et à la dynamisation de l'activité économique locale.

Par ailleurs, la même opération a été effectuée à Illizi, près de 36 exploitations agricoles raccordées à l'électricité, depuis le début de l'année, au réseau électrique dans la wilaya. C'est ce qu'a indiqué,avant-hier, la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ces opérations ont ciblé des périmètres agricoles des communes d'Illizi, Bordj Omar Driss et In-Amenas, et ont donné lieu, grâce à un financement de 55,7 millions DA, à la réalisation de huit transformateurs électriques pour assurer une alimentation régulière.

Sonelgaz a lancé également, dans le cadre de son programme de développement 2025, une nouvelle opération d'électrification du périmètre « Agroline », situé dans la zone de Hassi-Lahdou, commune de Bordj Omar Driss. Ce projet prévoit la réalisation d'un réseau de plus de 90 km, scindé en quatre tranches, ainsi que l'installation des équipements liés à la 4e tranche, avec un délai de réalisation de cinq mois, pour un montant de 573 millions DA.

Le programme vise à renforcer et améliorer la production agricole, afin de soutenir le développement local et encourager l'investissement agricole durable dans la wilaya d'Illizi.

Amel S.

NOVEMBRE BLEU

Le CHU d'Oran dépasse les 950 dépistages précoces

LE CENTRE hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) a clôturé les activités du mois « Novembre Bleu », dédié à la sensibilisation sur le cancer de la prostate, avec la réalisation de plus de 950 dépistages précoces. C'est ce qu'a fait savoir, hier, l'établissement sanitaire.

Ce mois a été marqué par l'organisation de plusieurs activités par les services d'urologie, de greffe rénale et de biochimie, dans le cadre de la sensibilisation et du dépistage précoce du cancer de la prostate, et ce dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre cette pathologie, a indiqué à l'APS le chargé de la communication, Mohamed Amine Rebouha.

Ces actions ont connu, a ajouté la même source, qu'une forte affluence des citoyens. Le nombre de dépistages réalisés par les deux services a dépassé 950 examens depuis le 3 novembre, date de lancement de la campagne. Plusieurs cas confirmés et suspects ont été détectés. Il a rappelé que le dépistage du cancer de la prostate se poursuit tout au long de l'année au service d'urologie et de greffe rénale, et qu'il n'est pas nécessaire d'attendre le mois de Novembre Bleu pour effectuer un dépistage précoce.

Le mois « Novembre Bleu », instauré par le ministère de la Santé, vise à renforcer la sensibilisation des hommes sur l'importance du dépistage précoce et son rôle dans la prévention et l'efficacité des traitements, ainsi qu'à encourager les examens réguliers permettant de sauver des vies et d'améliorer la qualité de vie.

Le cancer de la prostate est considéré comme un cancer silencieux, évoluant lentement et ne présentant pas de symptômes clairs avant les stades avancés. Son diagnostic repose sur l'examen clinique, l'IRM, ainsi que sur des tests plus spécifiques tels que l'analyse du taux d'antigène prostatique spécifique (PSA).

12ÈME FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ALGER

Trois compétitions, cinquante œuvres et huit hommages

Alger sera du 4 au 10 décembre le cœur battant du cinéma du Sud et des récits du monde. La 12e édition du Festival international du film d'Alger déploie une programmation d'une richesse exceptionnelle, portée par l'ambition de mettre en valeur les voix émergentes autant que les figures majeures de la création. Avec un total de 101 œuvres projetées, dont 50 en compétition officielle, l'événement confirme son rôle d'espace de dialogue, d'engagement et d'expérimentation.

Les trois compétitions, longs métrages, documentaires et courts métrages, exploreront les fractures, les mémoires et les espoirs d'un monde en bouleversement, tandis que des hommages viendront saluer huit personnalités du cinéma et de la culture. Ainsi, projections, panels, Ciné Lab, ateliers et lancement du premier marché du film, feront d'Alger l'espace d'une semaine plus que jamais une capitale du 7e art.

DEvenu au fil des années l'un des rendez-vous majeurs du cinéma du Sud, le Festival international du film d'Alger, fondé en 2002 et longtemps connu sous le nom de FICA, consolide aujourd'hui sa place en tant que plateforme incontournable où se rencontrent les sensibilités artistiques d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du monde arabe. Avec 3 300 films reçus provenant de 117 pays, l'édition 2025 franchit un cap historique et offre une sélection foisonnante à laquelle s'ajoute pour la première fois une compétition technique dédiée aux métiers du cinéma.

Cinq salles de projection devront accueillir l'effervescence cinéphile. La compétition des longs métrages, présidée par le réalisateur algérien Karim Traïdia, réunit seize films issus du Kazakhstan, de Somalie, de France, de Turquie, de Palestine ou encore d'Algérie. Parmi les œuvres nationales les plus attendues figurent Roqia de Yanis Koussim, Entre-deux de Mohamed Lakhdar Tati, Les Amants de l'Algérie de Mohamed Charaf Eddine Ktita, La Saguia de Noufel Kellache. Cette sélection raconte un monde traversé de conflits, de ruptures et d'espoirs, où les cinéastes explorent les frontières mouvantes de l'intime et du politique.

Le documentaire, autre pilier du festival, propose quatorze films qui posent un regard direct sur les violences contemporaines, les identités fragilisées et les transformations sociales profondes. Sous la présidence de la cinéaste militante Monica Maurer, cette catégorie réunit des œuvres venues du Liban, du Sahara occidental, du Soudan ou de Palestine, mais aussi plusieurs films algériens dont Aknaw de Houria Hamadouche, Retour en ville de Djamel Lakhal et Khadmet El Mout d'El Kheyer Zidani. Des œuvres en récit qui tentent de transformer le réel en mémoire vivante et les images en un outil de résistance. Les courts métrages, vingt au total, témoignent d'une génération émergente qui façonne de nouvelles esthétiques et affirme une parole urgente. La section, présidée par la journaliste et écrivaine Houda Ibrahim, offre une mosaïque de formes courtes, du récit intimiste à la fiction sociale en passant par l'essai visuel. Plusieurs jeunes réalisateurs algériens y défendront leurs œuvres, dont Nina Khada, Amine Benthameur, Khaled Bentobal, Ahmed Zitouni ou encore Azis Boukeràuni.

« GHOUASSOU ESSAHRA » DE TAHAR HANNACHE (1952), EN OUVERTURE

Fidèle à son rôle de gardien de la mémoire, le festival rend hommage à des personnalités ayant marqué l'histoire culturelle algérienne et mondiale. Zehira Yahi, cheffe de cabinet et figure centrale du FICA, Biyouna, icône populaire au parcours exceptionnel et dont l'hommage lui sera désormais rendu en posthume, Mohamed Sghir Hadj Smaïn, comédien de légende, ou encore Saleh Ougrout, artiste profondément aimé du public, seront honorés aux côtés d'autres figures internationales telles qu'Elaine Mokhtefi, Tewfik Farès, Hanna Atallah et Monica Maurer.

Deux gestes forts encadreront l'événement. Le festival choisit d'ouvrir ses portes avec un retour historique sur la première fiction algérienne conservée, Ghouassou Essahra (les plongeurs du désert), réalisée en 1952 par Tahar Hannache et présentée en ciné-concert. La clôture sera marquée par La Voix de Hind Rajab de la cinéaste tunisienne Kaouther Ben Hania, un film bouleversant consacré à l'histoire d'une enfant de Ghaza, dont l'appel de détresse est devenu symbole d'un peuple en souffrance.

Par ailleurs, le festival lance pour la première fois un marché du film, baptisé AIFF Souk, qui réunira producteurs, plateformes, diffuseurs et institutions publiques afin d'encourager la production, la distribution et la coproduction. Le Ciné Lab complétera cette dynamique à travers panels, ateliers, master classes et leçons de cinéma animés par des cinéastes, techniciens, critiques et chercheurs de renommée internationale. Formation, réflexion, innovation et dialogue sont au cœur de cette programmation professionnelle pensée pour structurer un écosystème cinématographique durable, précisent en outre les organisateurs. Enfin, un circuit cinématographique reliant patrimoine et création sera proposé au public, invitant à redécouvrir Alger à travers ses sites culturels emblématiques et leur histoire liée au septième art. Une application dédiée permettra aux festivaliers de suivre tous les programmes et de s'orienter à travers les différents espaces.



Amine B.

UNE KYRIELLE DE STARS SUR SCÈNE

Le phénomène musical « Raï'N'B Fever » fête ses 20 ans à la Coupole d'Alger



À L'OCCASION des vingt ans du phénomène « Raï'N'B Fever », Alger accueillera un concert de trois heures qui s'annonce déjà comme l'un des grands rendez-vous musicaux de l'année. Le 20 décembre, la Coupole abritera un spectacle anniversaire conçu comme un pont entre les rives, un retour aux sonorités qui ont marqué toute une génération et une célébration assumée de la culture urbaine dans ce qu'elle a de plus fédérateur. Placé sous le parrainage du ministère de la Culture et des Arts, l'événement s'inscrit dans la continuité d'une tournée internationale qui revisite deux décennies d'hybridation musicale entre Raï, R'n'B et Hip-Hop.

Pensée pour marquer les esprits, cette escale algéroise porte la signature de Cinemax Corporation et d'Impresario Events, deux agences devenues incontournables dans la production artistique en Algérie comme à l'étranger. Elles promettent un show total mêlant énergie scénique, immersion visuelle et émotions fortes, porté par une direction artistique confiée à DJ Kore, l'artisan emblématique du concept lancé en 2004. Pour cette première tant attendue à Alger, le public découvrira un line-up généreux réunissant des figures internationales et des talents locaux. Parmi elles, RIM'K, Magic System, Lacrim, Willy Denzey, Sinik, Leslie, Fianso, l'Orchestre national de Barbès, Zahouania, mais aussi Djam & Timoh, Moh Milano, Numidia Lezoul ainsi que plusieurs invités surprises concoctés par les organisateurs.

Plus qu'un concert, cette soirée se veut un hommage vibrant à cette culture métissée qui a accompagné les trajectoires de milliers de jeunes sur les deux rives de la Méditerranée. Un rendez-vous où les influences se croisent et où l'expression urbaine retrouve sa puissance collective.

Les portes de la Coupole s'ouvriront dès 16h et le concert débutera à 19h. Les billets sont disponibles auprès des magasins partenaires ViewOptic et Sens, précisent en outre les organisateurs.

A. B.

COUPE ARABE DE LA FIFA QATAR-2025

La succession de l'Algérie est ouverte

En présence de 16 nations sur la ligne de départ, dont l'Algérie, tenante du titre. Plus de 360 joueurs sont attendus pour prendre part au tournoi, avec plusieurs grands noms qui tenteront d'aider leur sélection à soulever le trophée au Qatar, à l'issue de la finale prévue au stade de Lusaïl, le 18 décembre.

La sélection algérienne A›, renforcée par plusieurs éléments d'expérience dont l'actuel meilleur buteur historique de l'équipe nationale Islam Slimani, ou encore le milieu offensif Yacine Brahimi, est considérée comme l'un des favoris à sa propre succession. Les joueurs du sélectionneur Madjid Bougherra évolueront dans le groupe D, en compagnie du Soudan, de Bahreïn et de l'Irak, considéré comme le principal concurrent pour les «Verts» .Les Algériens débuteront mercredi face au Soudan, au stade Ahmed-Bin Ali (13h00, heures algériennes). Le Qatar, pays hôte, cherchera à faire bonne figure après avoir terminé à la 3e place lors de la précédente édition, organisée également à Doha, à un an d'intervalle de la Coupe du monde 2022.Les organisateurs ont revu à la hausse «le Prize money». Le vainqueur empochera ainsi plus de 7 millions de dollars, alors que le finaliste touchera plus de 4 millions de dollars.Deux matchs sont au menu de la journée inaugurale : Tunisie-Syrie (14h00) et Qatar-Palestine (15h30).Sur le plan des statistiques, l'Irak détient le titre de la sélection la plus couronnée de la Coupe arabe, avec quatre trophées remportés en 1964, 1966, 1985 et 1988. L'Arabie saoudite se classe deuxième avec deux titres décrochés en 1998 et 2002, tandis que l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie ont remporté un seul titre chacun.

Deuxième entraînement des verts

La sélection nationale A' a effectué, dimanche, une nouvelle séance d'entraînement en prévision de son premier match de la Coupe Arabe de la FIFA 2025, prévu ce mercredi face au Soudan à 13h (heure algérienne). La séance, qui a débuté à 16h15 (heure locale), s'est déroulée sur la pelouse n°3 du complexe d'entraînement d'Al Egla et a été consacrée au travail tactique. Le sélectionneur national, Madjid Bougherra, a commencé à dessiner les contours de l'équipe qui devrait débuter cette première rencontre. À noter la participation d'Islam Slimani, arrivé la veille au soir à Doha. De son côté, Yacine Brahimi poursuit son programme d'entraînement spécifique, tandis que Sofiane Bendebka a rejoint le lieu du regroupement dans la soirée.



LES SÉLECTIONS AU COMPLET, CETTE STAT' À PRENDRE EN COMPTE POUR L'ÉQUIPE D'ALGÉRIE

La Coupe arabe revient au Qatar pour une autre édition placée sous l'égide de la FIFA. Le tournoi, qui débutera demain, entend confirmer son positionnement ambitieux sur la scène mondiale du football, porté à la fois par l'important volet financier et par l'engagement des sélections participantes.

À la veille de son du coup d'envoi, la Coupe arabe apparaît plus compétitive que jamais, prête à offrir un spectacle à la hauteur des attentes et à confirmer son installation durable dans le paysage footballistique régional. Du 1er au 18 décembre, la Coupe arabe 2025 réunira les meilleures nations du monde arabe, dans un format qui prend de plus en plus d'ampleur. Et c'est l'un des faits marquants de cette édition qui attire l'attention, et dont l'équipe d'Algérie doit se méfier. La Coupe arabe 2025 s'annonce relevée, dynamique et ambitieuse, prête à s'imposer durablement comme l'un des événements majeurs du football arabe. En effet, cette édition se démarque déjà par la présence massive des équipes premières : douze sélections sur seize joueront avec leur effectif principal. Tous les pays arabes d'Asie, dont le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats ou encore l'Irak, arrivent au complet et comptent bien marquer la compétition. Les nations d'Afrique du Nord, en revanche, optent pour une autre approche : l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte misent sur leurs équipes « B », un choix lié aux impératifs de calendrier africain, et à la gestion de leurs cadres. Pour l'Algérie, tenante du titre, cette coupe arabe 2025 sera l'occasion de confirmer son statut. Les Verts de Majdid Bougherra comptent rester "Magic", eux qui entameront leur parcours le 3 décembre face au Soudan, avant d'enchaîner contre Bahreïn puis l'Irak. Trois rendez-vous décisifs pour espérer franchir la phase de groupes et défendre une couronne conquise avec brio lors de l'édition 2021.

Chaque équipe aura son propre trajet aérien pour rejoindre Doha. En effet, certaines sélections devront effectuer de longs voyages en avion, notamment les équipes africaines, tandis que d'autres, principalement asiatiques, effectueront des trajets beaucoup plus courts. La Tunisie a parcouru environ 4105 kilomètres, mais c'est le Maroc qui a fait le plus long voyage avec environ 5648 kilomètres pour rejoindre Doha, suivi de l'Algérie avec près de 4739 kilomètres puis l'Égypte avec 2063 kilomètres depuis Le Caire. À l'inverse, l'équipe d'Arabie saoudite effectuera l'un des trajets les plus courts de la compétition avec seulement 488 kilomètres, pour un vol estimé à 1 heure et 20 minutes. Quant aux Émirats arabes unis, ils profiteront d'un trajet très court de 298 kilomètres seulement, et un vol d'environ 1 heure et 5 minutes.

Une importante délégation au tirage sort du Mondial

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF) et ministre des Sports, Walid Sadi, conduira la délégation algérienne lors du tirage au sort de la Coupe du monde 2026, prévu le vendredi 5 décembre à la John F. Kennedy Center de Washington, aux États-Unis. Cette année, le déplacement algérien sera élargi, avec un total de sept membres. Outre le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, et le responsable du groupe national, Ibrahim Benyacine, seront présents le secrétaire général de la FAF, Nadir Bouzenad… entre autres. Cette première partie de la délégation s'envolera mercredi depuis Alger vers Washington. Pour le tirage au sort, la FIFA a classé l'Algérie dans un chapeau regroupant des équipes de même niveau, aux côtés de la Norvège, Panama, Égypte, Écosse, Paraguay, Tunisie, Côte d'Ivoire, Ouzbékistan, Qatar et Afrique du Sud.

INFANTINO EN ALGÉRIE POUR LE CENTRE «LALLA SETTI»

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, devrait se rendre en Algérie directement après la Coupe d'Afrique des nations 2025. Le patron du football mondial répondra à une invitation de la Fédération algérienne de football (FAF) pour assister à la cérémonie d'inauguration du Centre technique régional de Lalla Setti, à Tlemcen. Ce complexe, désormais prêt à accueillir les équipes nationales pour leurs préparations, a déjà été le site de deux stages pour les sélections moins de 15 et moins de 17 ans. Initialement prévue en novembre, l'inauguration avait été reportée suite à l'indisponibilité du président de la FIFA, en raison d'un agenda très chargé. Le projet du Centre technique régional de Tlemcen, initié par l'ancien président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, a bénéficié de l'appui de la FIFA dans le cadre du programme "FIFA Forward". Sa réalisation a connu plusieurs obstacles financiers et administratifs. Le Centre de Lalla Setti représente une infrastructure moderne et complète, conforme aux standards internationaux, offrant des installations dédiées aux jeunes sélections. Sa mise en service devrait contribuer à désengorger le Centre de Sidi-Moussa à Alger et à renforcer significativement la base infrastructurelle du football algérien.

AMICAL : ALGÉRIE – KENYA (1 – 1), LES VERTES ACCROCHÉES

Les sélections algérienne et kenyane féminines se sont rencontrées, dimanche au stade Mustapha Tchaker de Blida, pour un second match amical qui s'est conclu sur un score de parité (1 – 1). Si la sélection nationale féminine avait emporté le premier match amical face à son homologue Kenyane sur un score étriqué de (2 – 1), la seconde manche disputée hier sur la même pelouse du stade Mustapha Tchaker de Blida, s'est terminée sur un score de parité (1 – 1). Comme lors du premier match, ce sont les kenyanes qui ouvrirent le score peu après l'heure de jeu (65e), avant que la défenseure de West Ham Inès Belloumou n'égalise dans le temps additionnel (90e+2e), sauvant ainsi les Vertes d'une défaite inattendue, combien même qu'il s'agisse d'une joute de préparation pour la prochaine CAN-2026. En effet, les deux rencontres contre le Kenya ont été programmées pour permettre au sélectionneur national, Farid Benstiti et son staff d'avancer dans le travail en présence de pratiquement le même groupe de joueuses qui a pris part à la dernière CAN-2024, en juillet, en plus de trois nouvelles têtes : l'attaquante Inès Khiri (FC Yverdon Sport Féminin, Suisse), et les deux défenseures Salima Sidi Moussa (FC Fleury 91, France) et de Lana Smits Ouraghi (Stade de Reims, France).

Mercato : L'OM active la piste Hadj Moussa !

Une nouvelle piste prend de l'ampleur du côté de l'Olympique de Marseille à l'approche du mercato hivernal.

D'après les informations du média Goal, l'OM s'intéresse très sérieusement à Anis Hadj Moussa, l'ailier algérien qui brille cette saison du côté de Feyenoord. Une option qui, à première vue discrète, s'est transformée ces derniers jours en dossier prioritaire dans les bureaux marseillais. Le club phocéen cherche en effet un renfort offensif capable d'apporter percussion, créativité et profondeur, des qualités que Roberto De Zerbi réclame depuis plusieurs semaines. Selon Goal, Medhi Benatia a validé le profil du Fennec et suit étroitement son évolution. Hadj Moussa coche toutes les cases : jeune, explosif, décisif et doté d'une belle marge de progression. Sa saison aux Pays-Bas impressionne : buts, passes décisives et une constance qui attire les regards en Europe. Marseille n'a jamais caché son intérêt pour les talents d'Eredivisie, un championnat où le club a récemment trouvé des profils adaptés aux exigences de son projet. L'idée d'attirer Hadj Moussa s'inscrit donc dans cette logique, renforcée par son style de jeu audacieux, sa capacité à éliminer en un contre un et sa polyvalence sur les ailes. Des caractéristiques qui rappellent à certains observateurs les débuts flamboyants de Riyad Mahrez. Mais si la piste est sérieuse, elle n'est pas simple. Feyenoord, engagé sur plusieurs fronts, n'a aucune intention d'ouvrir la porte en janvier. Le joueur, sous contrat jusqu'en 2030, représente une pièce majeure du projet néerlandais. Le timing ajoute une difficulté supplémentaire : Hadj Moussa devrait rejoindre l'Algérie pour la CAN, réduisant sa disponibilité immédiate. Malgré ces obstacles, l'OM avance. Et toujours selon Goal, le dossier pourrait rapidement s'intensifier cet hiver.



FRANCE : ALERTE BLESSURE POUR MANDI AVANT LA CAN !

À moins de trois semaines du coup d'envoi de la CAN 2025 au Maroc, l'équipe nationale algérienne retient son souffle. Ce dimanche, Aïssa Mandi, pilier de la défense des Verts et joueur le plus capé de l'histoire de la sélection (111 apparitions), a quitté prématurément la pelouse lors du déplacement du LOSC face au Havre, pour le compte de la 14e journée de Ligue 1. Titularisé par Bruno Genesio, le défenseur de 34 ans a soudain ressenti une douleur avant de demander immédiatement le changement à la 39e minute. Visiblement touché et incapable de poursuivre, Mandi a regagné le banc en boitant, suscitant une vague d'inquiétude aussi bien dans son club qu'au sein du staff de l'équipe nationale. Le joueur devra passer des examens approfondis dans les 48 heures pour déterminer la nature exacte de sa blessure et la durée potentielle de son indisponibilité. Un timing loin d'être idéal pour Vladimir Petkovic, qui comptait sur l'expérience et la stabilité de son vice-capitaine pour encadrer une défense en pleine reconstruction. La situation devient d'autant plus préoccupante que cette alerte intervient dans une période déjà agitée pour les Fennecs. En moins d'une semaine, c'est le deuxième défenseur algérien à rejoindre l'infirmerie après Samir Chergui, pensionnaire du Paris FC.

À cela s'ajoute la récente blessure au dos de Ramy Bensebaïni, dépassée certes, mais qui crée un contexte délicat à l'approche de la liste finale pour la compétition. Les supporters algériens espèrent désormais que la blessure de Mandi se révélera bénigne. Son leadership, son sens du placement et sa constance restent essentiels dans les ambitions des Verts, qui misent beaucoup sur son retour rapide pour aborder sereinement la prochaine CAN.

ES Tunis: les confidences de Belaïli

ALORS qu'il se remet petit à petit d'une opération des ligaments croisés, Youcef Belaïli en a profité pour donner libre cours à ses confidences dans le podcast, La Surface. Le joueur Algérien de l'ES Tunis est, d'abord, revenu sur la qualification des Verts au Mondial : «C'est quelque chose de très bien. On est heureux pour notre peuple, surtout après notre non-qualification face au Cameroun lors de la précédente édition.», a-t-il déclaré. Concernant ses buts les plus mémorables, Belaïli a choisi celui marqué contre le Maroc lors de la Coupe arabe 2021: «Celui contre le Maroc. Avant même le dégagement de M'Bolhi, j'avais déjà regardé et prévu le geste.» Au cours de cette même interview, Belaïli a commenté les déclarations de Cristiano Ronaldo concernant la supériorité du championnat saoudien sur le championnat français: «Je suis d'accord avec Ronaldo. Le niveau du championnat saoudien s'est considérablement amélioré depuis l'arrivée de joueurs vedettes, et il est devenu meilleur que le championnat français. En effet, le championnat français n'est pas d'un très haut niveau; son niveau est moyen.» Evoquant son expérience à Ajaccio, Belaïli a accusé son ancien agent. Il considère avoir été victime de trahison, tout en réitérant sa confiance en la justice : «J'ai été trahi par mon agent à Ajaccio. Et j'ai confiance en la justice. Toute la vérité sera découverte Inch'Allah.» L'attaquant de l'Espérance de Tunis, Youcef Belaïli, poursuit sa rééducation à l'hôpital Aspetar au Qatar après son opération du genou. Belaïli compte 58 sélections avec les Verts, pour 10 buts et 27 passes décisives. Il a également remporté la Coupe d'Afrique des Nations 2019 et la Coupe arabe 2021.



QAT : ADEL BOULBINA DANS LE ONZE DE L'AFC

L'INTERNATIONAL algérien, Adel Boulbina, attaquant du Duhail SC, a été désigné dans la composition idéale de la 5e journée de la Ligue des champions d'Asie-Élite (AFC), une distinction publiée par le club qatari sur ses plateformes officielles. Cette nomination récompense la performance éclatante de Boulbina lors de la dernière rencontre de son équipe face à Al-Ittihad Djeddah, où l'avant-centre algérien a livré l'un de ses plus beaux matchs sous les couleurs d'Al-Duhail. Boulbina s'est, en effet, illustré en inscrivant un triplé retentissant, permettant aux siens de s'imposer 4 à 2, une victoire précieuse dans la course aux places qualificatives. Son sens du but, sa justesse dans le dernier geste et sa capacité à peser sur la défense adverse ont été soulignés par les observateurs de la compétition, justifiant amplement sa présence parmi les meilleurs joueurs de la semaine. Grâce à cette performance, l'international algérien confirme son statut d'élément incontournable au sein d'Al-Duhail et s'affirme comme l'un des attaquants les plus en forme du tournoi continental.

CAN 2025 : UN PREMIER CLUB ANNONCE LA CONVOCATION DE SON INTERNATIONAL ALGÉRIEN

LE CLUB égyptien Al Madry SC a annoncé la convocation de son milieu de terrain Abderrahim Deghmoum pour prendre part au stage de l'équipe nationale en vue de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations. Une première étape qui laisse penser que l'ancien joueur de l'Entente de Sétif figure dans la liste élargie transmise à la CAF le 21 novembre, conformément au règlement de la compétition. Selon nos informations, le sélectionneur national Vladimir Petković n'a pas encore arrêté la liste définitive des 27 joueurs.

Comme indiqué samedi, le technicien bosnien a choisi d'attendre le 10 décembre, au lendemain du premier tour de la Coupe arabe FIFA – Qatar 2025, pour trancher. Deghmoum peut-il y apparaître ? Rien n'est exclu. Le joueur réalise une saison solide en Égypte et son profil polyvalent ne laisse pas Petkovic indifférent. Mais une certitude demeure : la concurrence sera rude et les places, plus que jamais, chèrement disputées.

AOUAR : « MA BLESSURE M'EMPÊCHE DE JOUER À 100 % »

ANNONCÉ BLESSÉ, Houssem Aouar figurait tout de même sur le banc d'Al Ittihad, qualifié pour les demi-finales de la Coupe du Roi des Champions. À l'issue de la rencontre, il s'est exprimé en zone mixte, estimant que l'équipe pouvait être satisfaite de cette victoire, tout en soulignant qu'il restait encore des points à améliorer pour la suite. Concernant ses soucis physiques, Aouar a expliqué qu'il ressentait des douleurs depuis une dizaine de jours, mais qu'il avait choisi d'être présent afin de répondre à un éventuel besoin du staff. Il a précisé que ce type de blessure réduisait sa capacité à jouer, et qu'il va désormais profiter de la pause pour se reposer et récupérer pleinement.



Comment Microsoft veut empêcher les agents IA de devenir incontrôlables

Des agents IA incontrôlables pourraient causer de sérieux problèmes : la solution Entra de Microsoft tente de les maîtriser.

La multitude d'annonces relatives à l'IA lors de la conférence Microsoft Ignite était telle qu'il était facile de passer à côté de l'importance de certains lancements moins médiatisés.
Parmi ces annonces, on trouvait Entra Agent ID, dont l'objectif principal est d'utiliser Microsoft Entra pour gérer les agents IA de la même manière qu'Entra gère actuellement les utilisateurs humains. C'est à dire attribuer à chaque agent une identité unique et appliquer les contrôles d'identité Entra habituels, tels que l'accès conditionnel, la gouvernance des identités et la protection des identités. Entra est la solution de gestion des identités et des accès (IAM) de Microsoft basée sur le cloud.
Cette idée d'« équivalence de personnalité » pour les agents d'IA est également évoquée par la Fondation OpenID et par Okta, un concurrent de Microsoft en matière d'IAM.

Vers une approche centrée sur l'identité

Les systèmes IAM comme Entra sont utilisés pour attribuer aux utilisateurs des identités numériques et un accès aux ressources de l'entreprise. Et une idée croissante est que ces mêmes systèmes IAM devraient être utilisés pour gérer l'accès des agents d'IA à ces mêmes systèmes.
Et bien que le déploiement d'agents d'IA organisationnels soit encore à ses balbutiements, la prolifération attendue d'agents d'IA autorisés et de leurs homologues non autorisés (shadow IT) rend urgente l'adoption d'une approche centrée sur l'identité.

Des agents d'IA partout

Aujourd'hui, le nombre d'utilisateurs dépasse largement celui des agents d'IA. Cependant, le développement et le déploiement d'agents orientés métier étant devenus extrêmement simples grâce à des outils comme tasklet.ai, même les utilisateurs lambda seront tentés, dans la plus pure tradition du shadow IT, d'utiliser ces agents d'IA.
Selon Gartner, 42 % des participants à son enquête 2026 auprès des DSI et des responsables technologiques ont déclaré que leur entreprise prévoyait de déployer des agents d'IA dans les 12 prochains mois. Un porte-parole de Gartner a déclaré que d'ici 2030, les DSI s'attendent à ce que :

0 % du travail informatique soit effectué par des humains sans IA
75 % par des humains assistés par l'IA
25 % par l'IA seule
Agent ID est à la base un système d'étiquetage des agents
Le ratio utilisateurs/agents pourrait donc facilement s'inverser. Au point que les agents (dont certains bénéficieront d'une autonomie considérable) pourraient être plusieurs ordres de grandeur supérieurs aux utilisateurs humains.
Pour aider les entreprises à anticiper la prolifération des agents avant d'être distancées, Microsoft a présenté en avant-première Agent ID en mai dernier lors de sa conférence Build.
Il s'agissait alors d'un simple prototype, un système d'étiquetage des agents.

Ce qu'il y a dans Entra

Six mois plus tard Entra Agent ID est devenu une solution complète de gestion des identités des agents, intégrée à la plateforme d'IA Agent 365 de Microsoft. Cette plateforme s'étend à l'ensemble de l'écosystème Microsoft. Comme illustré dans la capture d'écran ci-dessous, le tableau de bord Agent ID est désormais accessible via le menu de navigation de gauche de Microsoft Entra.
Dans Entra ID, le système de gestion et de provisionnement des identités basé sur le cloud de Microsoft (traditionnellement utilisé pour gérer l'interaction entre les utilisateurs et les ressources auxquelles ils doivent accéder), l'option « ID d'agent » apparaît dans le menu de navigation de gauche. Une fois sélectionnée, un tableau de bord récapitulant tous les agents d'IA connus s'affiche. À partir de là, les administrateurs informatiques peuvent explorer les données en fonction de la catégorie de l'agent, de son statut actif, de sa date de création et d'autres critères. Source : Microsoft Par exemple, des plateformes Microsoft telles que Copilot Studio et Azure AI Foundry sont utilisées pour développer et déployer des agents d'IA. Et là aussi ces agents sont automatiquement et de manière unique enregistrés dans le registre des agents Entra. Il en va de même pour les autres agents d'IA qui intègrent l'organisation via d'autres composantes de l'infrastructure d'IA de Microsoft. Lors de la conférence Ignite, Microsoft a également annoncé la disponibilité d'une série d'agents de sécurité préconfigurés (développés par Microsoft ou par des partenaires).
Lorsque les clients choisissent d'activer ces agents depuis Microsoft Entra, Purview, Defender et Intune, leur présence sur le réseau d'entreprise est automatiquement enregistrée dans le registre des agents Entra.
Recenser, identifier, gérer les autorisations
Pour les agents conçus ou proposés en dehors de l'écosystème Microsoft, le registre d'agents Entra sera mis à jour via l'API RESTful Graph (cette fonctionnalité est actuellement en version bêta). Cependant, pour les autres agents d'IA que les employés choisissent d'utiliser en dehors du cadre de la DSI, il n'existe actuellement aucun moyen manuel (par exemple, un formulaire) de mettre à jour le registre.
Cependant, si les ressources en question (celles auxquelles un agent doit accéder) sont déjà soumises à une forme de supervision centralisée, certains contrôles peuvent déjà être en place pour empêcher l'accès par toute personne autre que les identités autorisées (humains, agents ou autres).
« Nous avons étendu [Entra] pour gérer les agents, et cela répond à trois problématiques majeures pour nos clients », explique Microsoft à ZDNET. « Premièrement, il faut recenser tous mes agents. Lesquels sont-ils et de quoi sont-ils capables ? Deuxièmement, il est essentiel d'attribuer un identifiant unique à chaque agent afin de pouvoir suivre son activité sur l'ensemble de votre infrastructure. Par exemple, s'il tente d'accéder à des documents SharePoint ou à des données dans Azure ou AWS. Troisièmement, il faut gérer les autorisations de ces agents et veiller à appliquer le principe du moindre privilège : les agents ne sont autorisés qu'à effectuer les actions prévues. Toute action suspecte ou inhabituelle entraîne la suspension automatique de leur accès. »
Un atout majeur en matière de conformité
Dans une perspective plus globale, Microsoft considère Entra Agent ID et la plateforme de contrôle Agent 365 comme un atout majeur en matière de conformité.
Par exemple, elles permettent de contrôler l'accès aux données dans des environnements hautement réglementés où un agent incontrôlé pourrait entraîner de graves conséquences juridiques (sans parler du risque de divulgation de données sensibles et des dommages irréparables potentiels pour les victimes en aval).
Une offre commerciale pas encore définie
La préversion publique présentée lors de la conférence Ignite est disponible sans frais supplémentaires pour les clients Microsoft.
Cependant, une fois la version commerciale disponible au premier trimestre 2026, son utilisation sera soumise à des frais supplémentaires.
Entra est proposé sous licence par utilisateur et par mois. Concernant l'identification des agents, Microsoft explore actuellement plusieurs pistes avec ses clients, dont une basée sur le volume d'activité de l'agent (c'est-à-dire la mesure dans laquelle il interagit avec les ressources de l'organisation pour le compte d'un ou plusieurs utilisateurs). Toutefois, le modèle économique et la tarification exacts n'ont pas encore été annoncés.



Apple pourrait-il créer un moteur de recherche IA pour rivaliser avec Gemini et ChatGPT ?

La firme à la pomme cravache pour rattraper son retard dans la course à l'IA.

Avec le lancement d'Apple Intelligence, Apple a cherché à investir le marché de l'IA après une entrée tardive. Cependant, plusieurs retards concernant sa fonctionnalité la plus recherchée, dont Siri 2.0, ont rendu difficile cette arrivée face à des concurrents plus établis. Mais un produit d'IA en cours de développement pourrait contribuer à renforcer la position d'Apple.
Mark Gurman de Bloomberg révèle que l'équipe Answers, Knowledge, and Information (AKI) d'Apple travaille sur un produit concurrent de ChatGPT qui permettra aux utilisateurs d'accéder plus facilement à l'ensemble des informations disponibles sur la recherche traditionnelle.

Quel est le produit ?

Selon l'article, le produit est conçu comme un « moteur de réponses » capable de répondre à des questions de culture générale, en s'appuyant sur le Web. Il s'agit d'un tournant majeur par rapport à l'approche actuelle, car Apple n'a jamais développé son propre moteur de recherche, même avant l'avènement de l'IA. Pour intégrer l'IA générative, l'entreprise s'est appuyée sur ChatGPT d'OpenAI pour fournir aux utilisateurs des réponses auxquelles Siri n'a pas accès.
Apple étudierait également la création d'une application autonome pour cet outil et une infrastructure back-end capable d'alimenter les capacités de recherche d'autres produits Apple, notamment Siri, Spotlight et Safari, à l'avenir.
Cela pourrait constituer un atout majeur pour les utilisateurs en leur permettant d'accéder aux informations dont ils ont besoin sur le web, de manière conversationnelle et native, depuis leurs applications préférées au sein de l'écosystème Apple. Cette application autonome pourrait également rivaliser avec d'autres outils de recherche IA du marché, tels que ChatGPT, Copilot, Gemini et Perplexity, tous disponibles en téléchargement sur iOS.

La montée en puissance des moteurs de recherche d'IA

De plus en plus d'utilisateurs se tournent vers les moteurs de recherche IA. Le Pew Research Center vient de publier un rapport montrant que les utilisateurs de Google sont moins susceptibles de cliquer sur les liens lorsqu'un résumé IA s'affiche, probablement parce qu'ils y trouvent toutes les informations nécessaires.
Face à cette demande, de plus en plus d'entreprises proposent leurs propres versions des moteurs de recherche IA.
Cette démarche est particulièrement pertinente aujourd'hui, alors que la plainte antitrust du ministère américain de la Justice contre Google est entrée dans sa phase de recours, ce qui pourrait mettre fin à l'accord de plusieurs milliards de dollars qui fait de Google le moteur de recherche par défaut des appareils Apple.

Les méthodes d'Anthropic pour prévenir les comportements malveillants de l'IA



UNE NOUVELLE approche de formation des modèles d'IA peut-elle empêcher les systèmes d'absorber des données nuisibles ?
Pourquoi les modèles d'IA ont-ils des hallucinations, font des suggestions violentes ou sont-ils trop d'accord avec les utilisateurs ? Les chercheurs ne le savent pas vraiment. Mais Anthropic vient de découvrir ce qui pourraient contribuer à stopper ce comportement. Dans un article, l'entreprise explore comment et pourquoi les modèles d'IA présentent un comportement indésirable, et les solutions possibles. La personnalité d'un modèle peut changer pendant son apprentissage. Mais aussi une fois déployé, lorsque les commandes des utilisateurs commencent à l'influencer.
En témoignent les modèles qui, après avoir passé les contrôles de sécurité avant leur déploiement, agissent de manière erratique une fois rendus publics. Citons l'épisode où le chatbot Bing de Microsoft a révélé son nom de code interne, Sydney, en 2023, ou la récente diatribe antisémite de Grok.
Anthropic a triplé son chiffre d'affaires en 5 mois pour une raison bien particulière
Fonctionnement des vecteurs de personnalitéEn testant des approches sur Qwen 2.5-7B-Instruct et Llama-3.1-8B-Instruct, Anthropic s'est concentré sur trois traits :
La malveillance
La flagornerie
Les hallucinations
Les chercheurs ont identifié des « vecteurs de personnalité », ou des schémas dans le réseau d'un modèle qui représentent les traits de personnalité.
« Les vecteurs de personnalité nous permettent de comprendre comment les modèles acquièrent ces personnalités, comment elles fluctuent au fil du temps et comment mieux les contrôler », explique Anthropic.

Surveiller les changements de traits d'un modèle

Les développeurs utilisent des vecteurs de personnalité pour surveiller les changements de traits d'un modèle résultant d'une conversation ou d'un entraînement. Ils peuvent ainsi prévenir les changements de caractère « indésirables » et identifier les données d'entraînement qui les provoquent.
De la même manière que certaines zones du cerveau humain s'activent en fonction de l'humeur d'une personne, explique Anthropic, l'identification de schémas dans le réseau neuronal d'un modèle lorsque ces vecteurs s'activent peut aider les chercheurs à les anticiper.
Anthropic admet dans son article que « façonner le caractère d'un modèle relève davantage de l'art que de la science », mais ajoute que les vecteurs de personnalité constituent un autre outil permettant de surveiller, et potentiellement de se protéger, des traits néfastes.

Prédire les comportements malveillants

Anthropic explique qu'il peut piloter ces vecteurs en ordonnant aux modèles d'agir de certaines manières. Par exemple, si une impulsion malveillante est injectée dans le modèle, celui-ci réagira de manière malveillante, confirmant ainsi une relation de cause à effet qui facilite l'identification des racines du caractère d'un modèle.
« En mesurant l'intensité des activations des vecteurs de personnalité, nous pouvons détecter quand la personnalité du modèle évolue vers le trait correspondant, que ce soit au cours de l'entraînement ou lors d'une conversation », poursuit Anthropic. « Cette surveillance pourrait permettre aux développeurs ou aux utilisateurs de modèles d'intervenir lorsque ceux-ci semblent dériver vers des traits dangereux. »
L'entreprise ajoute que ces vecteurs peuvent également aider les utilisateurs à comprendre le contexte du modèle qu'ils utilisent.
Par exemple, si le vecteur de flagornerie d'un modèle est élevé, un utilisateur peut prendre les réponses qu'il
lui donne avec prudence, ce qui rend l'interaction utilisateur-modèle plus transparente. Vers le développement d'une "immunité"
Anthropic a notamment créé une expérience susceptible de contribuer à atténuer le désalignement émergent, un concept selon lequel un comportement problématique peut entraîner un modèle à produire des réponses beaucoup plus extrêmes et préoccupantes ailleurs.
L'entreprise a généré plusieurs ensembles de données produisant des réponses malveillantes, flagorneuses ou hallucinées dans les modèles afin de déterminer s'il était possible de les entraîner sur ces données sans provoquer ces réactions. Après plusieurs approches différentes, Anthropic a découvert, de manière surprenante, que pousser un modèle vers des vecteurs de personnalité problématiques pendant l'entraînement l'aidait à développer une sorte d'immunité contre ce comportement.
C'est une sorte de thérapie d'exposition, ou, comme le dit Anthropic, une vaccination du modèle contre les données nuisibles.
Cette tactique préserve l'intelligence du modèle car elle ne perd pas certaines données, mais identifie uniquement comment ne pas reproduire un comportement qui le reflète.

Nos deux oreilles n'entendent pas de la même façon !



NOTRE cerveau sépare en deux le traitement des sons, l'hémisphère droit traite la musique et l'hémisphère gauche traite la parole, cela se fait parce que nos oreilles n'entendent pas les sons de la même manière.
En effet, selon une étude réalisée par les scientifiques de l'université d'Arizona et de Californie, notre oreille droite amplifie d'avantage la musique tandis que notre oreille gauche est plus efficace pour l'amplification des sons provenant de la parole. Cela explique pourquoi les enfants ayant un défaut d'audition à l'oreille gauche ont plus de difficultés et de troubles d'apprentissage que ceux qui ont une déficience auditive à l'oreille droite.

Pourquoi le paquet de chips est toujours à moitié vide ?

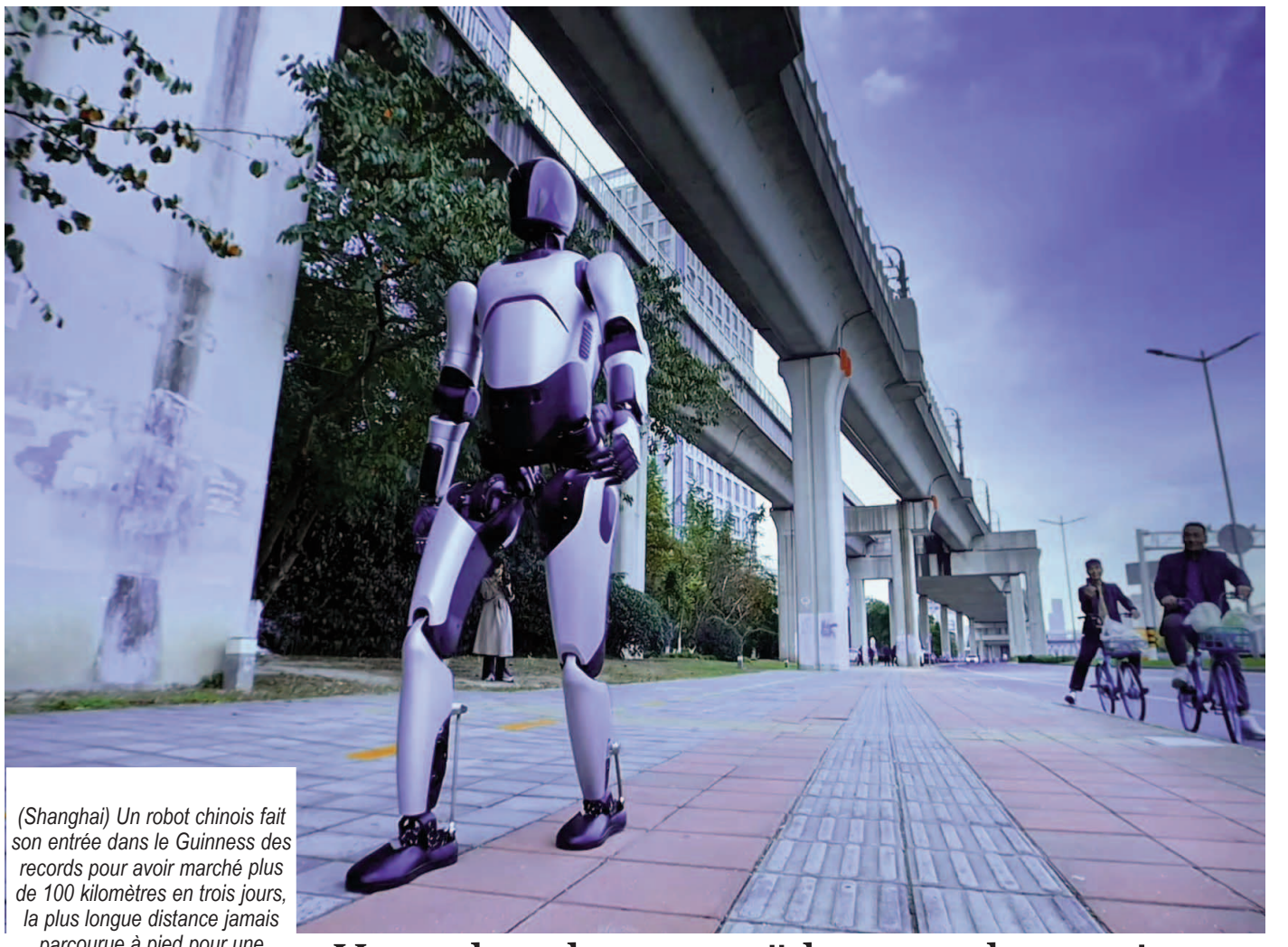


VOUS vous êtes certainement demandé pourquoi les paquets de chips sont toujours à moitié vides ? En réalité ils ne sont pas vraiment vides. Lorsque les chips restent exposées longtemps à l'oxygène, ils deviennent rances et perdent leur croustillant. C'est pour cette raison que la moitié vide du paquet de chips est en fait remplie d'azote qui permet de préserver la fraicheur et le croustillant des chips.

En moyenne, 7 minutes sont suffisantes pour dormir !

NOUS savons que l'homme adulte a besoin de 7 à 8 heures de sommeil en moyenne par nuit. Sachez aussi que 7 minutes sont -en moyenne- le temps que mettent les gens pour dormir. Et si quelques-uns tombent en veille aussi rapidement qu'un ordinateur, d'autres auront du mal à s'endormir une fois allongés. Il est aussi bon à savoir que 10% de la population mondiale sont des gros dormeurs, ceux qui ont besoin de 10 heures ou plus de sommeil et ce ne sont pas seulement les jeunes fainéants car Einstein en faisait partie ! A l'opposé, 5% sont des petits dormeurs que 5 ou 6 heures de sommeil leurs sont suffisants.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



(Shanghai) Un robot chinois fait son entrée dans le Guinness des records pour avoir marché plus de 100 kilomètres en trois jours, la plus longue distance jamais parcourue à pied pour une machine humanoïde.

Un robot humanoïde marche trois jours sans arrêt, un record Guinness

Du haut de ses 1,69 mètre et dressé sur ses deux jambes, AgiBot A2 est parti de la ville de Suzhou, dans l'est de la Chine, dans la soirée du 10 novembre, et a traversé des autoroutes et des rues pour arriver dans le quartier historique du Bund à Shanghai le 13 novembre, a rapporté le Guinness des records.
L'entreprise shanghaïenne AgiBot, à l'origine de ce robot bipède, a assuré que l'engin « a parcouru des surfaces variées… tout en respectant le Code de la route », au cours de son périple ininterrompu de 106,286 kilomètres, qui a été certifié jeudi comme le premier exploit de ce type.
Des vidéos promotionnelles montrent A2, noir et argenté, marcher doucement, mais sûrement, le long de routes pour gagner Shanghai.
Ce robot A2 est conçu pour des tâches telles que le service de clients, et est équipé d'une fonction « discussion » et doté de capacités de lecture labiale.
Les entreprises technologiques mondiales investissent des sommes colossales dans l'IA matérielle (« physical AI » en anglais), qui comprend les lois de la physique et peut percevoir et évoluer dans le monde des humains. Selon des prévisions de la banque Morgan Stanley, le monde pourrait compter plus d'un milliard de robots humanoïdes d'ici 2050.
Le gouvernement chinois encourage les entreprises nationales à développer de tels robots, dans l'espoir de devenir le leader mondial de cette industrie.
Pékin a accueilli en août les tout premiers jeux mondiaux de robots humanoïdes, où plus de 500 « athlètes » se sont affrontés dans des disciplines très variées : basket-ball, danse, ou encore… ménage de chambre d'hôtel.

États-Unis : une fusillade en Californie fait 4 morts et 10 blessés lors d'un anniversaire d'enfant



AUX ÉTATS-UNIS, une tuerie a fait 4 morts et 10 blessés à Stockton, en Californie, samedi 29 novembre. La fusillade est survenue dans une salle des fêtes lors d'un anniversaire d'enfant. L'auteur des tirs est recherché. La fête a tourné au cauchemar en plein week-end de Thanksgiving. Le meurtrier est toujours en fuite. Samedi 29 novembre, dans une salle de réception, une réunion familiale a lieu au nord de la ville de Stockton, en Californie, pour fêter l'anniversaire d'un enfant. Vers 18 heures, une fusillade éclate à l'extérieur du bâtiment. Au total, quatre convives sont décédés. Une dizaine d'autres ont été blessés. Sur place, le choc est terrible. "Une tragédie de cette nature est impensable. Cela nous brise le cœur d'avoir à déplorer des décès, en particulier le décès d'enfants pour notre ville", déclare Ron Freitas, procureur du Comté de San Joaquin - Californie.

Un suspect en fuite

Les blessés ont été transportés à l'hôpital. Les circonstances de la fusillade restent floues. Le suspect n'a pas encore été identifié. Mais d'après les premiers éléments de l'enquête, l'auteur de la tuerie aurait prémédité son acte. "Les premiers éléments indiquent qu'il s'agit d'une fusillade ciblée. Mais les enquêteurs explorent toutes les possibilités", indique Heather Brent, porte-parole du shérif du Comté de San Joaquin.
La traque s'organise pour retrouver le fugitif. Les autorités recherchent activement des témoins. "Peu importe qui a fait ça, si vous les connaissez, comme le procureur l'a dit, s'il vous plaît, appelez la police. Vous pouvez laisser un témoignage anonyme", encourage Christina Fugazi, maire de Stockton. Les États-Unis affichent le taux de mortalité par armes à feu le plus élevé de tous les pays développés. L'année dernière, 16 700 personnes ont été tuées par balles dans le pays.

Allemagne
Illumination du plus grand sapin de Noël naturel du monde

La ville allemande de Dortmund a illuminé lundi ce qu'elle présente comme le plus grand sapin de Noël du monde.
Cette installation gigantesque est composée de 1200 épicéas rouges pesant environ 40 tonnes au total.
Avec ses quatre mètres de haut, l'ange qui trône à son sommet est plus grand que la plupart des sapins de Noël classiques, tandis que 138 000 ampoules LED assurent l'illumination.
L'arbre est érigé chaque année à Dortmund depuis 1996 et constitue la pièce maîtresse du marché de Noël.
Plus de 300 kiosques entourent la structure qui offre un spectacle lumineux de deux minutes au début de chaque heure.



Une entreprise propose d'installer dès 2028 des micro-réacteurs nucléaires pour alimenter l'IA



Pour alimenter efficacement les nombreuses infrastructures d'intelligence artificielle, il faudra peut-être bientôt passer par un réseau électrique local. Une entreprise américaine travaille à la création de micro-réacteurs nucléaires pour l'alimenter.

Les applications et outils boostés à l'intelligence artificielle ne cessent de grandir. Le secteur devrait engranger 571 milliards d'investissements en 2026 rien qu'aux États-Unis, notent Les Echos. Mais si la demande existe, et l'innovation continue, un obstacle à l'expansion de l'IA se profile : celui de l'énergie nécessaire à son fonctionnement. Selon Interesting Engineering, le réseau électrique public est de moins en moins capable de fournir la puissance nécessaire aux travaux menés par l'IA.

"La demande globale autour de l'IA, menée par les États-Unis, et la nécessité de développer des infrastructures de cloud souveraines s'accélèrent beaucoup plus rapidement que ne le fait la recherche autour de la puissance nécessaire à ces innovations", alerte Reen Singh, PDG de l'entreprise spécialiste des data centers, Uvation. Pour contourner ce problème, la compagnie vient d'annoncer un partenariat avec le développeur de micro-réacteurs nucléaires modulaires, Terra Innovatum.

Une production d'électricité au niveau local pour alimenter l'IA

Dans un communiqué de presse conjoint, les deux entreprises expliquent leurs intentions. Elles souhaitent créer un programme pilote qui viserait à utiliser des micro-réacteurs nucléaires modulaires pour alimenter les infrastructures d'IA en électricité. En clair, Uvation aura peut-être bientôt accès à des mini-réacteurs à fission nucléaire, nommés SOLO, capables de produire 1 mégawatt électrique chacun.

Terra Innovatum assure que ces micro-réacteurs pourraient être prêts pour 2028. Surtout, le développeur dit pouvoir les construire à partir de composants disponibles dans le commerce et prêts à l'emploi. Une stratégie qui permettrait de rapidement mettre les micro-réacteurs sur le marché et ainsi étendre la solution au-delà des besoins d'Uvation. Selon les premières études autour de SOLO, le réacteur pourrait être alimenté avec du carburant LEU+ – de l'uranium enrichi entre 5 et 8 % – et HALEU – enrichi entre 5 et 20 %.

Quel coût écologique pour cette nouveauté technologique ?

Pour que cette stratégie fonctionne, les réacteurs devront être installés directement dans les data centers et opérés hors du système électrique public. Des installations qui permettraient également d'éviter les éventuelles pannes électriques, voire même d'en causer sur le réseau global. Pour le PDG de Terra Innovatum, le système "augmentera le niveau de cybersécurité". Le coût écologique de l'intelligence artificielle a déjà longuement été pointé du doigt. Si l'utilisation du nucléaire pour créer l'électricité nécessaire au fonctionnement de l'IA peut aider à la décarbonation du secteur, Terra Innovatum ne se prononce pas sur la gestion des déchets nucléaires que son invention implique. Elle ne dit rien non plus sur le volume d'eau qui restera nécessaire au refroidissement des serveurs.

L'Australie risque de manquer ses objectifs climatiques

L'AUSTRALIE, géant des combustibles fossiles, risque, au rythme de ses politiques actuelles, de manquer l'objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035 qu'elle s'est fixé en septembre, indique un rapport gouvernemental paru jeudi.

l y a deux mois, le pays s'est engagé à réduire d'ici 2035 ses émissions de gaz à effet de serre de 62 à 70% par rapport aux niveaux de 2005, après un rapport établissant que le changement climatique menace les conditions de vie de plus d'un million de personnes dans le pays.

Or, selon un rapport du gouvernement, les émissions de l'Australie ne devraient baisser que de 48% au cours de cette période avec les "politiques actuellement mises en oeuvre".

"Bien que l'objectif de 2035 soit ambitieux et réalisable, il n'est pas encore atteint", a déclaré le ministre du Changement climatique et de l'Energie, Chris Bowen, dans



un discours au Parlement.

"Nous y arriverons en mettant en oeuvre, en renforçant et en posant les bases de la politique forte mise en place depuis trois ans" et "à mesure que de nouvelles politiques sont élaborées et mises en œuvre, les perspectives en matière d'émissions s'améliorent", a-t-il ajouté.

Tournant critique

Les projections du rapport ne tiennent pas compte, selon lui, de mesures telles que le récent "plan zéro net", qui comprend des investissements dans les carburants à faible teneur en carbone et une production plus propre.

Selon l'Autorité sur le changement climatique, un organisme consultatif indépendant auprès du gouvernement, l'Australie se trouve à un "tournant critique" dans sa transition vers un avenir à faibles émissions. "Pour rester sur la bonne voie, le taux de réduction doit doubler au cours des cinq années précédant 2030 et tripler au cours de la décennie précédant 2035", souligne un rapport qu'elle a produit.

L'Australie a investi des milliards dans l'énergie solaire et les éoliennes et le pays s'est engagé à devenir une superpuissance en matière d'énergies renouvelables.

Canberra prévoit aussi d'aider les Australiens à acheter davantage de véhicules zéro émission.

Mais le pays reste toujours un important exportateur de charbon et de gaz naturel liquéfié (GNL) et continue de subventionner massivement les secteurs des combustibles fossiles.

Une évaluation nationale des risques climatiques dévoilée en septembre a révélé que la hausse des températures aura des effets "en cascade, combinés et simultanés" sur la vie des habitants de l'Australie. Par exemple, plus d'1,5 million de personnes sur les 27 millions d'habitants vivent dans des zones qui devraient être touchées par la montée des eaux d'ici 2050.

Appartement A vendre

Vente Appartement F3 · Ruisseau-Alger, en face Tramway et le métro.
(Les Fusillés), à coté de les moyens de transports.
Téléphone : 0772.39.99.06 - 0542.57.58.11



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

BIEN-ÊTRE



Yeux jaunes : fatigue, foie, quelles causes ?

Les yeux jaunes sont le signe d'une élévation de la bilirubine dans le sang : la conjonctive normalement blanche se colore en jaune.

Un problème au foie ?

Les maladies du foie sont les causes les plus fréquentes de l'apparition des yeux jaunes. Par exemple, le syndrome de Gilbert s'observe dans 5 à 7 % de la population générale : "Ce syndrome est en général favorisé par un état de fatigue, de surmenage, une fièvre, une infection ou un stress. Il s'agit d'un défaut d'excrétion de la bilirubine dans le foie qui est normalement éliminé dans le tube digestif ou dans les intestins", nous indique le Dr Karim Chaouchi, gastroentérologue et hépatologue interventionnel.

Ce syndrome est héréditaire et révélé par un jaunissement des yeux qui sera passager. "Il n'est pas considéré comme une vraie maladie puisqu'il ne s'accompagne jamais de maladie organique hépatique".

Autre cause : les maladies de foie débutantes qui s'installent de façon brutale ou chronique, dans le cas de calculs biliaires notamment, qui en plus des douleurs abdominales vont provoquer un état de jaunisse au niveau des yeux, et si cela n'est pas pris en charge, l'ictère peut se généraliser à l'ensemble de la peau (on appelle ça un ictère cutanéo-muqueux).

En fait, "toutes les maladies du foie peuvent provoquer la jaunisse des yeux que ce soit une hépatite virale C ou B à un stade de cirrhose, certaines maladies auto-immunes qui détruisent le foie et qui arrivent au stade de cirrhose". Les yeux jaunes peuvent donc être le symptôme d'une insuffisance d'excrétion du foie comme d'une insuffisance hépato-cellulaire.

Les 8 symptômes d'alerte d'un problème au foie

Fatigue, yeux jaunes, perte de poids brutale, pesanteur au niveau du ventre... Votre foie est-il malade ? Engorgé ? Tour des 8 symptômes d'alerte d'un problème au foie avec notre hépatologue.

Un signe de fatigue intense ?

Les yeux jaunes peuvent être liés à l'hémolyse, c'est-à-dire à la destruction des globules rouges et s'accompagner d'un état de fatigue intense. "L'hémoglobine (contenu essentiel des globules rouges) est dégradée en bilirubine en cas d'hémolyse et provoque l'ictère conjonctivale (ce qu'on appelle communément les yeux jaunes). Toute maladie hématologique qui donne une hémolyse (appelée anémie hémolytique), notamment les thalassémies, les drépanocytoses, certaines maladies par déficit enzymatique comme le déficit en G6PD (glucose-6-phosphate déshydrogénase), peut être considérée à l'origine de ce symptôme"

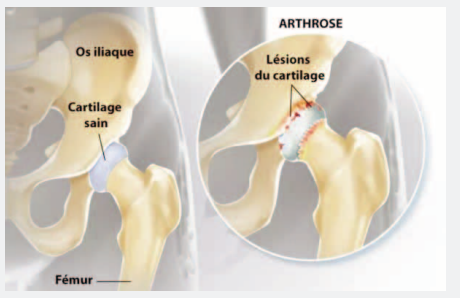
Un cancer ?

Dans le cadre d'un cancer du foie, l'excrétion de la bille se fait mal ou ne se fait pas correctement et provoque alors une jaunisse. "C'est le cas des cancers se développant à partir des cellules du foie comme le carcinome hépato-cellulaire, au niveau des voies biliaires comme le cholangiocarcinome, ou par le biais des métastases au foie d'un cancer extra-hépatique", précise le Dr Chaouchi.

Trop d'alcool ?

Certaines maladies qui provoquent la destruction chronique du foie, provoquant la cirrhose, peut entraîner des yeux jaunes. C'est le cas des personnes qui consomment excessivement de l'alcool (+ 30 g/j, soit l'équivalent de 3 verres quotidiens). L'hépatite alcoolique va provoquer au départ un ictère conjonctival et peut ensuite se dégrader. "Cela peut aller d'une simple hépatite réversible vers une cirrhose grave irréversible", précise-t-il.

Fracture de la hanche : symptômes, quand opérer ?



QU'ELLES CONCERNENT le col du fémur ou le massif trochantérien, les fractures de la hanche se caractérisent par des douleurs violentes et une incapacité à se relever. Elles concernent essentiellement le sujet âgé et nécessitent une intervention chirurgicale.

Qu'est-ce qu'une fracture de la hanche ?

"En termes techniques, les fractures de la hanche regroupent d'un côté les fractures du col du fémur et de l'autre du massif trochantérien.

Ce sont deux types de fractures différents, qui concernent plutôt le sujet âgé", explique le spécialiste. Ce sont des fractures du quotidien, plutôt à prédominance féminine qui vont toucher la femme avec un âge moyen de 80 ans. Elles font partie des trois fractures les plus courantes chez les personnes âgées.

Quels sont les symptômes d'une fracture de la hanche ?

"Ces fractures présentent les mêmes symptômes : une incapacité à se relever et donc une impotence fonctionnelle sur le plan clinique avec une déformation du membre : le pied tombe à l'extérieur en rotation externe." Ce qui nécessite une hospitalisation par ambulanciers.

Qu'est-ce qui peut causer une fracture de la hanche ?

"Les fractures de la hanche surviennent dans les accidents à faible énergie, lors d'un faux pas, un pied dans le tapis, chez les personnes âgées, souvent en lien avec une fragilité osseuse, l'ostéoporose", qui correspond à une décalcification des os. Dans ce cas, une chute même sans gravité peut occasionner une fracture de la hanche, si une personne chute de sa hauteur en marchant par exemple. Ce sont des fractures sentinelle qui annoncent aux personnes qui l'ignoraient l'existence de cette ostéoporose. "D'où la nécessité de la prévention et de bien surveiller son taux de vitamine D par le biais de l'ostéodensitométrie." Ces fractures peuvent se rencontrer chez des sujets plus jeunes dans le cadre d'accidents violents et de chutes importantes, mais ce phénomène est plus rare.

C'est quoi l'ostéoporose ? Peut-on en mourir ?

L'ostéoporose est une maladie osseuse dans laquelle l'os est plus fragile et moins résistant. Le risque de fracture est élevé. En France, autour de l'âge de 65 ans, on estime que 39% des femmes souffrent d'ostéoporose. Symptômes, causes, diagnostic, médicaments : l'essentiel à savoir.

Comment diagnostique-t-on une fracture de la hanche ?

"Le diagnostic s'effectue par radiographie et de ce diagnostic va découler un traitement différent en fonction du type de fracture, c'est-à-dire de sa localisation." En effet, les radios vont permettre une prise en charge adaptée.

Quel est le traitement ?

Dans les deux les cas, il s'agit d'une urgence qui nécessite une intervention chirurgicale. S'il s'agit d'une fracture du col du fémur peu déplacée, on peut tenter une ostéosynthèse qui consiste à mettre des vis afin de consolider les fractures. "Mais en cas de fracture déplacée, il faut alors opérer." En ce qui concerne les fractures du massif trochantérien, le risque de nécrose n'existe pas. "Elle peut donc consolider avec une ostéosynthèse : on procède à une réparation par le biais de systèmes de vis avec des plaques, ou des clous cervicaux médulaires. Si la personne a de l'arthrose, on peut se poser la question d'une prothèse globale totale."

Quand envisager l'opération ?

Si la fracture est déplacée, "cela entraîne un risque de nécrose de la tête du fémur." Il faut alors recourir à des prothèses de hanche pour avoir une hanche neuve. "Ce sont des fractures avec une importante morbidité, ces patients peuvent décompenser très vite en restant allongés trop longtemps avec une dégradation de l'état de santé. Il faut alors opérer très rapidement pour remettre le patient debout le plus vite possible", insiste le Professeur. En effet, les problèmes dus à l'alitement comprennent les escarres, les caillots sanguins, la perte musculaire et la perte de la condition physique générale...

Décompensation cardiaque : définition, signes et traitements

La décompensation cardiaque est une complication de l'insuffisance cardiaque qui peut nécessiter une hospitalisation en urgence. On fait le point sur les causes, signes et traitements.

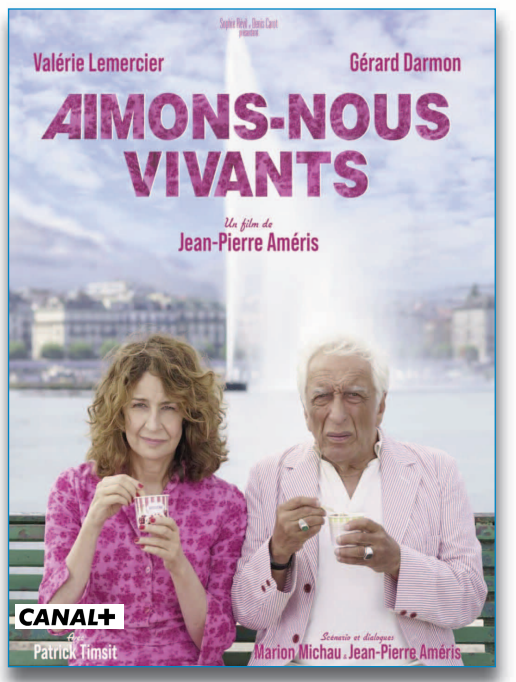
Quel est le temps de guérison d'une fracture de la hanche ?

"L'opération vise à mettre le patient debout très vite, en règle générale, une fois la prothèse posée, la personne se remet très vite."

Dans le cadre d'une réparation, le patient est debout très vite aussi mais la récupération fonctionnelle est un peu plus lente. "La prise en charge de ce type de fracture est avant tout multidisciplinaire : lors du retour à domicile, il faut prévoir des aides à domicile, de la kinésithérapie pour la rééducation, l'intervention de gériatres, l'adaptation de l'habitat aux conditions du vieillissement du sujet (éviter les tapis, les couloirs étroits, les zones mal éclairées) avec le concours d'un ergothérapeute pour vérifier si les conditions de vie sont optimales et adaptées." Selon la Haute Autorité de la Santé, la rééducation après une fracture de la hanche peut s'avérer longue, jusqu'à 12 mois.





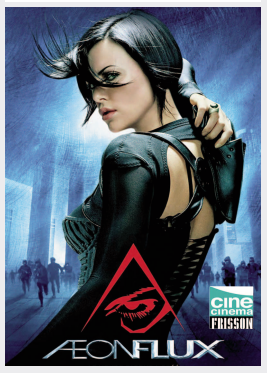


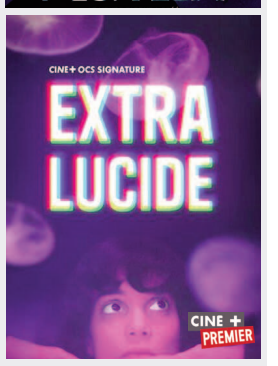






JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Cinéma -2010/ Harry Potter et les Reliques de la mort : 1re partie — TF1

21h00 Histoire - France - 2025
Histoire de France — France 2

21h00 Divertissement — M6
La France a un incroyable talent

21h00 Comédie romantique 2025 — CANAL+
Aimons-nous vivants

20h50 Divertissement — W9
France - 2025
Tout beau, tout n9uf

20h55 Film de science-fiction — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2005
Aeon Flux

21h05 Série d'action — 6ter
Etats-Unis - 2020
MacGyver

21h00 Série humoristique - 2025 — CINE+ PREMIER
Extra-lucide

21h50 Voile — CANAL+ SPORT
Voile : Grand Prix d'Abu Dhabi

21h00 Film d'action Inde - 2023 — CINE+ CINEMA
Kill

20h50 Film pour la jeunesse — CANAL+ family
Grande-Bretagne - France 2017
Paddington 2

21h25 Santé - 2025 — TMC
Têtes plongeantes :
Faire équipe pour la santé mentale

21h00 la chaine ACTION



Film d'aventures (Etats-Unis - Chine - 2008)

Le royaume interdit

Jason Tripitika, un adolescent féru d'arts martiaux, découvre une canne qui évoque le mythique Roi-Singe, dans la boutique de Hop, un vieil antiquaire de Chinatown, à New York. Peu après, Hop est abattu. Juste avant de mourir, il confie la fameuse canne à Jason, l'enjoignant de la restituer à son propriétaire. Après une chute, Jason est propulsé dans le passé et reprend connaissance dans la Chine ancienne.

22h32

Film d'action (Chine - HongKong - Etats-Unis - 2017)

Bleeding Steel

À Hong Kong, Lin Dong (Jackie Chan), un agent des forces spéciales, est confronté à un dilemme déchirant alors qu'il se précipite vers l'hôpital pour une opération vitale de sa fille, Xixi, atteinte d'une leucémie. En chemin, il reçoit l'ordre de protéger le docteur James, un scientifique menacé par un homme mystérieux nommé Andre. Malheureusement, l'opération tourne au désastre et Lin perd sa fille dans ce chaos tragique. Treize ans plus tard, Lin a refait sa vie à Sydney, en Australie, mais son passé le hante toujours. Lorsqu'il découvre que Rick Rogers, un romancier, évoque des événements liés à son ancienne mission dans son dernier livre, il est intrigué.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:45	12:18	14:54	17:12	18:42
CONSTANTINE	05:48	12:23	15:00	17:18	18:47
ALGER	06:02	12:37	15:15	17:33	19:02
OUARGLA	05:48	12:28	15:15	17:34	18:58
CHLEF	06:09	12:44	15:22	17:40	19:09
MOSTAGANEM	06:14	12:49	15:27	17:45	19:14
ORAN	06:17	12:52	15:31	17:49	19:17

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8356 — MARDI 2 DÉCEMBRE 2025

www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	18°	8°
Oran	18°	10°
Constantine	15°	2°
Ouargla	17°	5°

PROGRAMME AADL 3

LANCEMENT DES PREMIERS CHANTIERS

Sur instruction du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, Mohamed Tarek Belaribi, l'opération de localisation des 46 000 logements du programme de vente par location AADL 3 a commencé, hier, à être mis en œuvre sur le terrain, et ce dans trois wilayas du pays. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de l'AADL.



Les choses sérieuses commencent.

Le directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), Riadh Gamdani, s'est déplacé hier dans la wilaya de Saïda, où il a supervisé, aux côtés de Amoumene Mermouri, la pose de la première pierre d'un projet de 2 000 unités en formule location-vente AADL 3 au pôle urbain d'Ouled Khaled, lit-on dans le communiqué.

A titre de rappel, l'agence a souligné que cette opération s'inscrit dans la première tranche du programme, qui prévoit la réalisation de 46 000 unités à l'échelle nationale, au fur et à mesure de l'avancement des procédures techniques et administratives, est-il noté de même source.

Depuis que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné le coup d'envoi du premier chantier à Constantine, le nombre total de logements localisés dans le cadre de l'AADL 3 a atteint 11 650 unités, selon la même source.

Dans ce cadre, le président de la République a suivi un reportage sur le projet de modernisation de la vieille ville de Constantine et les projets de développement en cours de réalisation. Il a également suivi un exposé concernant le secteur de l'habitat au niveau local et le processus de numérisation y afférent.

L'agence a précisé que ces logements sont répartis entre 8 050 unités au pôle urbain de Sissaoui dans la wilaya de Constantine, 1 600 unités au pôle urbain d'El-Bekrat dans la wilaya d'Ouargla et 2 000 unités au pôle urbain d'Ouled Khaled dans la wilaya de Saïda. Elle affirme que la mise en œuvre progressive des projets en question permettra d'avancer dans l'objectif fixé par les autorités publiques en matière de logement.

Il convient de rappeler que le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi, avait annoncé que le versement de la première tranche du prix des logements inscrits au titre du programme AADL 3 interviendra avant la fin du mois de décembre.

Cette décision s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour le lancement du programme, visant à faciliter l'accès au logement pour des milliers de familles.

Le projet de loi de finances 2026 prévoit la réalisation de 360 000 logements, toutes formules confondues, dont 10 000 logements publics locatifs, 30 000 logements ruraux et 300 000 logements en location-vente AADL 3.

A cela s'ajoutent 20 000 aides dans le cadre des lotissements sociaux. Parallèlement, une enveloppe de 141,2 milliards de dinars est prévue pour les travaux d'aménagement urbain et la réalisation d'équipements publics, avec 430 structures programmées, comprenant écoles, collèges, lycées, polycliniques et sièges de la Sûreté nationale.

Khalil Aouir

DIGITALISATION DE LA JUSTICE

Vers plus d'efficacité et de transparence

LE SECTEUR de la Justice en Algérie franchit une étape décisive dans sa transformation numérique, visant à renforcer l'efficacité, la transparence et l'intégrité du système judiciaire. C'est ce qu'a souligné le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, à l'occasion du lancement des travaux d'une journée d'études consacrée au «Transformation numérique dans le secteur de la Justice et son rôle dans l'amélioration du travail judiciaire», tenue à Blida.

Le ministre a rappelé que le secteur avait déjà enregistré des avancées concrètes dans le processus de digitalisation, marquant ainsi un point de départ significatif pour un système judiciaire moderne et ancré dans les valeurs de transparence et d'efficacité. M. Boudjemaa a précisé que la digitalisation constitue une priorité pour le ministère, se traduisant par des initiatives tangibles tant dans le fonctionnement judiciaire que dans la gestion administrative et financière. Parmi celles-ci, la création d'un réseau informatique interne, l'établissement d'un centre de données principal, ainsi qu'un centre de secours pour assurer la continuité des services judiciaires et des systèmes d'information en cas de besoin. Le ministre a également mis en avant les réalisations concrètes en matière d'accès numérique aux services judiciaires, conformément aux directives du président de la République, visant à renforcer l'efficacité des services publics et la qualité judiciaire. Parmi ces avancées, la généralisation de l'utilisation des dispositifs de paiement électronique dans 95 % des juridictions, ainsi que la mise en place d'un système d'échange électronique d'informations entre la Haute Autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les juridictions.

Le ministère appelle à améliorer les services offerts aux citoyens en élargissant l'accès aux services électroniques à distance et en poursuivant les projets visant à moderniser les services publics, tout en garantissant transparence, rapidité et qualité dans la prestation judiciaire.

S. N.

TRANSFERTS ILLICITES DE CAPITAUX

Une société algéro-émiratie devant le tribunal

LE JUGE d'instruction de la deuxième chambre du pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed a ordonné, hier, le placement en détention provisoire de M. A., propriétaire d'une société algéro-émiratie spécialisée dans le tabac et le soufre (SPA Steam), ainsi que plusieurs autres mis en cause. Ils sont poursuivis dans une vaste affaire de transferts illégaux de capitaux vers les Émirats arabes unis, de blanchiment d'argent et d'acquisition illicite de biens immobiliers dans les quartiers les plus huppés d'Alger. Selon les premiers éléments de l'enquête, les faits remontent au 13 novembre, date à laquelle la métrique centrale de lutte contre la criminalité organisée de Souidania a finalisé ses investigations et présenté les suspects devant le parquet du pôle spécialisé. Les mis en cause auraient procédé à des transferts de fonds vers l'étranger en contournant la réglementation sur le change et la circulation des capitaux, tout en dissimulant l'origine frauduleuse des sommes en question. À l'issue de leur présentation devant le parquet, les mis en cause ont été placés en mise en examen pour plusieurs infractions prévues par la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption. Les chefs d'inculpation retenus incluent notamment le blanchiment d'argent, la violation de la législation et de la réglementation des changes, l'enrichissement illicite, le conflit d'intérêts, l'acquisition frauduleuse de biens immobiliers ainsi que les transferts illicites de capitaux vers l'étranger.

A. D.

ORAN

Sauvetage d'une femme tombée dans un puits

UN SAUVETAGE spectaculaire a eu lieu, hier, à Oran, où les équipes de la protection civile ont réussi à extraire une femme de 31 ans tombée dans un puits de 15 mètres de profondeur. Grâce à une intervention rapide et menée avec un grand professionnalisme, la victime a été secourue puis transférée au CHU d'Oran. Les services de la Protection civile de la wilaya d'Oran sont intervenus à 12h20 à la suite d'un appel de détresse signalant la chute d'une femme dans un puits d'environ 15 mètres de profondeur, situé au quartier Nahj Maata, dans la commune et daïra d'Oran.

Dès leur arrivée sur les lieux, les secouristes ont rapidement évalué la situation avant de mettre en place un dispositif d'extraction sécurisé. Grâce à la coordination efficace des équipes spécialisées et au professionnalisme des agents mobilisés, la victime, âgée de 31 ans, a pu être localisée puis hissée hors du puits dans un délai maîtrisé, malgré les difficultés liées à la profondeur et à l'étroitesse de la cavité.

Brahim Mazi